

Institut Libre des Relations Internationales et des Sciences  
Politiques  
Master 1 Relations Internationales

## **Le Yémen : théâtre de la rivalité irano- saoudienne**



AISP / SPIA

Robinson Duvernoy

Juillet 2023

# Sommaire

## Introduction

- I. Le Yémen, un théâtre d'affrontement pour l'Iran et l'Arabie Saoudite.
- II. L'instrumentalisation à des fins politiques : la population au cœur du conflit.
- III. Les tentatives de règlement du conflit.

## Conclusion

## Lexique

AQPA = Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique

CCG = Conseil de Coopération des états arabes du Golfe

EI = Etat Islamique

FAO = l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

MBS = Mohammed ben Salmane

OCI = Organisation de la coopération islamique

ONU = Organisation des Nations Unies

PIB = Produit Intérieur Brut

PNUD = Programme des Nations Unies pour le Développement

## Introduction

Le conflit yéménite débute officiellement en mars 2015 même si des tensions et plusieurs soulèvements ont lieu dès 2004. C'est lorsque le gouvernement en place interdit à une partie de la population de pratiquer son culte dans les mosquées que les personnes s'estimant ainsi discriminées se sont véritablement rebellées. Ces derniers, il s'agit des Houthis, qui font partie d'une branche zaydite qui constitue elle-même un rameau de l'islam chiite. Ils représentent 42% des citoyens du Yémen au début des affrontements.

Lorsque les événements dégénèrent en 2015, les dissidents affirment que la discrimination qu'ils ont subie remonte au renversement de l'imamat zaydite. En effet, en 1948, l'imam Yahya, roi du Yémen, est assassiné par un de ses opposants politiques. Son fils prend sa succession mais le pays est extrêmement appauvri et les sécheresses aggravent les différentes famines qui touchent le pays. En 1962 le nouveau roi meurt dans son sommeil laissant place à son fils aîné. Mais c'est sans compter sur un coup d'état soutenu par l'Égypte de Nasser et organisé par plusieurs officiers. S'en suit une guerre civile qui se clôturera par un ultime affrontement à Sanna entre républicains soutenus par l'Égypte de Nasser et royalistes appuyés par l'Arabie saoudite. C'est finalement les premiers qui l'emportent marquant l'avènement de la République Arabe du Yémen autrement appelée Yémen du Nord. Abdallah Yahya al-Sallal en sera le premier président. Le Yémen étant séparé en deux parties pour des raisons coloniales, le nord étant historiquement sous occupation Ottomane alors que le sud était contrôlé par les britanniques, il faudra attendre le 21 mai 1990 pour qu'une constitution commune entre la République démocratique populaire du Yémen et le Yémen du Nord soit adoptée donnant naissance à l'actuelle République du Yémen. C'est Ali Abdallah Saleh qui en sera le premier président. L'ensemble de ces événements marquent la réunification religieuse du pays autour de l'Islam mais aussi le recul progressif des zaydites dans le paysage politique yéménite au profit des sunnites. Cela se cristallise par l'assassinat en 2017 de l'ancien président Saleh par les Houthis.

Ce conflit est souvent présenté par la presse comme religieux notamment en raison d'un affrontement indirect entre puissances extérieures.

D'un côté, l'Iran, une des seules nations chiites de la région. Cette dernière est jusqu'au XXème siècle sous domination de la dynastie Qajar avant qu'elle ne soit renversée laissant

place au Shah Reza Pahlavi qui établit lui-même sa dynastie. Lors de sa succession après la seconde guerre mondiale, la nation dorénavant dirigée par son fils est soutenue par les Etats-Unis. Pourtant, le peuple se révolte en 1979 contre la répression politique et l'autoritarisme qui sévit dans le pays. C'est à l'issue de la révolution iranienne qu'est établie la République Islamique d'Iran dirigée par l'ayatollah Rouhollah Khomeini, « Guide suprême de la révolution ». S'en suit une série de nationalisations notamment dans l'industrie pétrolière et la mise en place de politiques islamiques strictes. Depuis le passage à une nouvelle forme de régime, l'Iran a été impliquée dans plusieurs conflits régionaux notamment dans une guerre de huit ans avec l'Irak qui a eu des conséquences dévastatrices pour les deux pays, ou dans le conflit syrien. Pour continuer, suite à la sortie des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, une escalade des tensions entre les deux puissances a eu lieu. En 2021, Ebrahim Raisi est élu président de l'Iran, succédant à Hassan Rouhani. En outre, et depuis 1989, le « Guide suprême » est Ali Khamenei après avoir été désigné par Rouhollah Khomeini avant qu'il ne meure.

De l'autre, l'Arabie Saoudite : monarchie sunnite. Son histoire contemporaine débute avec Mohammed ibn Saoud alors chef de la tribu Saoud. Il offre refuge à Abdelwahhab qui le pousse à se lancer dans une guerre sainte pour un retour à « l'Islam originel » à la fin du XVIIIème siècle. Celle-ci permet un enrichissement considérable des Saoud. Grâce aux gains économiques de cette guerre, le pouvoir de ces derniers se retrouve démultiplié leurs permettant même de s'emparer pour une courte période, au début du XIXème siècle, de la Mecque et même de Médine. Le Sultan Ottoman engage alors l'armée égyptienne pour qu'elle intervienne dans la région. Celle-ci détruira l'ensemble des villes mettant fin au premier royaume saoudien en 1818. Un second royaume né en 1824 mais subira le même destin en 1891. Il faut attendre 1902 pour qu'un troisième royaume émerge sous l'égide d'Abdelaziz ibn Saoud. En 1914, son autorité est reconnue par l'Empire Ottoman. Dans les années 1920, les britanniques particulièrement présents dans la région pour des raisons commerciales, consolident le royaume saoudien le considérant comme le plus à même de maintenir l'unité politique. C'est ainsi qu'en 1927, Abdelaziz ibn Saoud se fait reconnaître roi du Hedjaz région recouvrant l'Ouest de la péninsule arabique. En 1932 il la fusionne avec la province du Nadjd, qui recouvre les terres au centre de la nation, donnant naissance à l'Arabie saoudite tel que nous la connaissons. Les évolutions industrielles du XXème siècle mettent au premier plan le pétrole dans les besoins mondiaux. Après plusieurs prospections,

les Etats-Unis découvrent un puit de pétrole sur le territoire saoudien en 1938 démarrant une relation de longue durée entre les deux Nations. En 2015, suite au couronnement du roi Salman bin Abdulaziz Al-Saoud, Mohammed ben Salman (MBS) est désigné ministre de la Défense et l'Arabie saoudite entre officiellement en guerre au Yémen.

Ces deux puissances régionales rivales se livrent une guerre à distance au Yémen. En effet, dans le contexte récent de l'avancée des houthis équipés militairement par l'Iran, l'Arabie Saoudite a décidé d'entrer en action vite soutenue par une large coalition comprenant l'Egypte, le Koweït, la Jordanie, le Soudan, le Qatar, Bahreïn, les Emirats Arabes Unis et le Maroc.

Les Etats-Unis sont également indirectement membre de cette alliance à travers leur soutien à l'Arabie Saoudite, notamment pour des raisons énergétiques puisqu'ils sont fournis en hydrocarbure par Riyad. L'implication des Etats-Unis a également un but géopolitique puisque le pays souhaite conserver son influence dans le Moyen-Orient face à la montée de l'emprise russe partenaire privilégié de l'Iran notamment depuis leur collaboration en Syrie dans les années 2010.

Pour comprendre au mieux cette rivalité, il est nécessaire de revenir sur les dates clés de la guerre. En 2011, les printemps arabes touchent le Yémen faisant place à des soulèvements populaires. De violents affrontements ont lieux le président de l'époque Ali Abdullah Saleh sera même blessé et ira se faire soigner à Riyad. Il démissionne de ses fonctions en 2012 laissant place à son vice-président Abdrabbuh Mansour Hadi qui sera par la suite élu aux présidentielles de 2012 dans un contexte tendu avec des incendies perpétrés contre plusieurs bureaux de votes. Les mouvements s'intensifient avec un pic en 2014 date à laquelle les Houthis, déjà soutenus par l'Iran, prennent le contrôle de la ville de Sa'dah dans le nord du pays. Ils se révoltent contre le gouvernement d'Hadi, qu'ils accusent de corruption et de négligence envers la minorité chiite du pays. En 2015, ils prennent le contrôle d'autres villes et notamment celle de Sanaa, la capitale. Le président Abdrabbo Mansour Hadi fuit à Aden dans le sud du pays et c'est à ce moment-là que la coalition militaire menée par l'Arabie Saoudite intervient. S'en suivra une intensification du conflit malgré les tentatives de l'Organisation des Nations Unies (ONU) de négocier un accord de cessez-le-feu. Le 22 mars 2018, les Houthis tirent un missile balistique sur l'aéroport de Riyad entraînant une offensive majeure de la part de la coalition. Fin 2018, les parties s'étaient engagées dans des pourparlers de paix en Suède. En août 2019, un accord parrainé

par l'ONU a été signé entre les forces gouvernementales et les Houthis à Riyad. Ce dernier prévoyait notamment un cessez-le-feu dans la ville de Hodeidah crucial pour l'arrivée des fournitures humanitaires ainsi que la mise en place d'un comité de supervision conjoint pour surveiller la situation. Toutefois, l'accord n'a pas réussi à mettre fin à la guerre. En effet, en décembre 2019, les forces houthistes ont pris le contrôle de la troisième plus grande ville du Yémen : Taïz. Un autre événement cristallisant l'affrontement entre l'Iran et l'Arabie Saoudite a lieu en avril 2020 d'une attaque par les rebelles de l'aéroport d'Abha au sud de l'Arabie saoudite. En février 2021 le président yéménite Abdrabbo Mansour Hadi proposait un plan de paix comprenant un cessez-le-feu et des pourparlers. Pour favoriser la discussion, les Etats-Unis ont annoncé peu de temps après qu'ils mettaient fin à leur soutien envers l'Arabie saoudite même s'ils continueraient de lui fournir une aide humanitaire et des armes défensives. En juillet 2021, les houthis opéraient une attaque par drones sur un navire de guerre saoudien au large de la côte du Yémen, faisant plusieurs morts. De nouvelles discussions de paix étaient tout de même entamées en septembre 2021 mais étaient rapidement suspendues en raison de divergences importantes entre les deux parties. S'en suivront de nouvelles attaques par drones sur des bases et matériels de l'Arabie Saoudite. En mai 2022 les rebelles annonçaient avoir pris le contrôle de la ville de Marib, une importante victoire stratégique pour le groupe conduisant à une contre-offensive adverse qui provoquera des combats d'une violence inouïe.

Au cœur de mon mémoire et de nombreux discours traitant de la guerre au Yémen, la notion de « rivalité » mérite une clarification.

Il s'agit d'une notion importante lorsque l'on traite des relations internationales. Elle se réfère à une situation où deux acteurs ou plus ont des intérêts ou des objectifs contradictoires, ce qui les amène à s'opposer les uns aux autres. Dans le contexte des relations internationales, ces oppositions peuvent se manifester de différentes manières, allant des rivalités économiques et commerciales aux rivalités militaires et géopolitiques.

En effet, même si elle semble de prime abord correspondre à la notion de compétition, le terme de rivalité est plus clivant. D'un point de vue réaliste, les acteurs sont en concurrence pour s'accaparer des éléments leur permettant d'asseoir définitivement leur supériorité sur leur rival.

Suite à de nombreuses recherches, Finlay, Holsti et Fagen<sup>1</sup>, ajoutent l'élément de danger. Ils parlent d'ennemis internationaux (sociaux, politiques ou encore militaires) qui ne peuvent résoudre leurs différends et se sentent menacés par l'autre partie.

D'autres travaux tel que ceux de Gochman et Maoz<sup>2</sup> permettent d'incorporer un lien de corrélation entre conflits armés et puissance. En effet, en répertoriant de manière exhaustive les conflits depuis 1816, ils sont arrivés à la conclusion que les Nations les plus puissantes étaient les plus impliqués dans des conflits armés. Ils ajoutent le substrat militaire à leur définition et qualifient de « rivalité interétatique » : « deux États qui se sont affrontés plus souvent que les autres »<sup>3</sup>. Buzan complètera ces visions en mettant en exergue le lien territorial entre les pays en conflits et rivaux puisque, selon lui, "Most states fear their neighbours more than distant powers"<sup>4</sup>.

Ainsi, nous retiendront comme définition de la rivalité la suivant : « [deux acteurs étatiques en] désaccord sur la résolution de certains litiges sur une période de temps donnée [ce désaccord] les conduisant à engager des ressources substantielles (militaires, économiques ou diplomatiques) pour s'opposer à l'autre »<sup>5</sup>.

L'une des rivalités les plus emblématiques de l'histoire récente dans le domaine des relations internationales est la Guerre froide opposant les États-Unis et l'Union soviétique à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la chute du régime russe. Cette rivalité était basée sur des différences idéologiques (capitalisme et démocratie libérale contre le communisme et la planification économique centralisée), économiques (concurrence sur les ressources, les marchés...) et militaires entre les deux superpuissances. La rivalité entre les États-Unis et l'Union soviétique a également impliqué une compétition pour l'influence et le contrôle dans d'autres régions du monde, en particulier en Europe, en Asie et en Amérique latine. Les deux superpuissances ont soutenu des gouvernements alliés et ont cherché à étendre leur sphère d'influence, ce qui a entraîné une série de conflits régionaux et de crises

---

<sup>1</sup> Finlay David J., Holsti Ole R. et Fagen Richard R.: "Enemies in Politics", American Political Science Review, 1968, Vol. 62.

<sup>2</sup> Gochman Charles et Maoz Z.: "Militarized Interstate Disputes, 1816-1976: Procedures, Patterns and Insights." Journal of Conflict Resolution, 1984, 28(4).

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Buzan Barry: « The Post-Cold War Asia-Pacific Security Order: Conflict or Cooperation? », in Mack & Ravenhill, 1995 (131).

<sup>5</sup> Bennett D. Scott "Security, Bargaining, and the End of Interstate Rivalry." International Studies Quarterly, 1996, 40(2): 157-184,

internationales, tels que la guerre du Vietnam, la crise des missiles de Cuba ou encore guerre en Afghanistan.

Mon mémoire a donc comme objectif de mettre en exergue cette notion de rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite en montrant comment elle se traduit sur le terrain yéménite. L'objectif est également de montrer que la raison des affrontements n'est pas uniquement religieuse mais qu'il y'a aussi d'autres enjeux géopolitiques, sécuritaires, économiques... derrière ceux-ci, ainsi que leurs conséquences sur la population yéménite.

Comment la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite se manifeste-t-elle au Yémen, dans quelle mesure et pour quelles raisons ce conflit est-il instrumentalisé à des fins politiques ?

Dans un premier temps nous étudierons les différents enjeux que cristallise le Yémen pour ses deux voisins (I). Dans un second temps, nous nous attarderons sur l'instrumentalisation du conflit d'un point de vue concret ainsi que ses conséquences sur la population (II). Enfin, nous analyserons les différentes tentatives de règlement du conflit, les raisons de leurs échecs ainsi que les perspectives d'avenir (III).

## I. Le Yémen : un théâtre d'affrontement pour l'Iran et l'Arabie Saoudite

Depuis l'instauration de la République islamique en Iran en 1979, l'Iran et l'Arabie Saoudite se livrent une rivalité régionale et religieuse pour la domination du Moyen-Orient. Cette rivalité a été exacerbée par la guerre en Syrie et la montée en puissance de l'État islamique (EI) au début des années 2010. Le conflit au Yémen, qui a éclaté en 2015, est devenu un théâtre d'affrontement entre ces deux puissances régionales.

### A. Le Yémen, dans la continuité de la stratégie iranienne et saoudienne

Ce pays n'est pas le plus riche en gaz ou en pétrole. Son importance repose encore plus sur sa position géographique, il occupe une position géostratégique importante dans la région. En effet, situé à l'extrémité sud de la péninsule arabique, le Yémen contrôle l'accès au détroit de Bab-el-Mandeb, une voie maritime stratégique qui relie la mer Rouge à l'océan Indien.

Dans la seconde moitié des années 2000, l'Iran a mis au point une stratégie de prise de contrôle et d'expansion de son influence mondiale. Celle-ci repose sur deux axes principaux. Le premier, met au centre l'Amérique Latine (comme en témoigne le déplacement en juin dernier à Cuba, au Venezuela et au Nicaragua de l'ayatollah) avec l'objectif de développer son emprise grâce à la communauté commerçante arabo-musulmane présente dans la région. Le second, qui nous intéresse plus particulièrement repose sur la péninsule Arabique ainsi que sur plusieurs pays d'Afrique.

En effet, la charnière entre les territoires africains de l'Est ainsi que le Sud de la péninsule Arabique constituent un ensemble stratégique d'une importance vitale. Cet ensemble cristallise l'attention iranienne pour des raisons géopolitiques. Au travers de cette tactique, l'Iran entend graver son influence dans le golfe Persique mais également sur le golfe d'Aden, dans la mer Rouge ainsi qu'au sein du détroit de Bab-el-Mandeb. Ces zones revêtent d'une importance stratégique capitale comme l'illustre la présence occidentale depuis plus d'un siècle. Ainsi, la région constitue l'avant-poste des intérêts économiques occidentaux expliquant la surveillance constante des forces occidentales comme en témoigne la création

d'un bureau de liaison avec l'OTAN à Djibouti<sup>6</sup>. Lieu de passage obligé notamment pour les livraisons navales énergétiques que ce soit à destination de l'Europe, de l'Afrique ou de l'Asie, le contrôle de cette charnière donne un poids considérable à celui qui la domine. Pour continuer, le détroit de Bab-el-Mandeb qui fait le lien direct entre la mer Rouge et le golfe d'Aden est une des voies maritimes les plus fréquentées. Sous couverture de menaces pirates et terroristes, l'Iran y justifie le déploiement de nombreux navires. C'est le cas de ceux des Gardiens de la Révolution début 2009. Dans le même esprit, Téhéran a conclu des accords avec l'Erythrée pour une alliance maritime. A cela s'ajoute de nombreuses installations sur le sol érythréen avec plusieurs unités des Gardiens de la Révolution ainsi que plusieurs de la Force al-Qods consacrée aux missions spéciales. Avec ce segment de « stratégie sud », l'Iran organise une ligne de front dans le but de faire pression sur le détroit de Bab-el-Mandeb, avant de l'investir, en s'appuyant sur l'Erythrée, pivot de sa politique sur zone. La tactique iranienne repose également sur le Soudan mais aussi et surtout sur le Yémen dans le but de concrétiser l'encerclement de la péninsule. Nous pouvons également y ajouter la coopération avec la Somalie de nouveau illustrée au travers de la puissance navale. L'Iran avait déclaré<sup>7</sup> vouloir contribuer à la sécurisation des côtes somaliennes en fournissant six bâtiments, tandis que le Yémen acceptait le mouillage de bâtiments iraniens dans le port d'Aden. Si Téhéran parvient à mener à bien ses projets son pouvoir diplomatique s'en retrouvera décuplé avec la possibilité à la fois de blocage du détroit d'Ormuz au Sud du pays ainsi que celui du détroit de Bab-el-Mandeb à l'Ouest de la péninsule arabique. L'objectif de l'Iran est d'avoir à sa disposition des outils stratégiquement positionnés susceptibles de frapper directement ou indirectement les intérêts des États-Unis et de leurs alliés saoudiens. Cela s'inscrit dans la continuité de la politique américaine anti-nucléaire iranien concrétisée par les sanctions américaines infligées à Téhéran.

Ainsi, pour l'Iran, le Yémen est un moyen de projeter sa puissance dans la région puisque le pays peut lui ouvrir un large accès à la mer Rouge, et donc à Israël, tout comme le Yémen permet de rapprocher l'Iran de ses alliés africains. L'enjeu yéménite est de taille car il s'agit de montrer à l'Arabie saoudite que l'Iran peut toujours agir à proximité de ses frontières et aux États-Unis qu'elle peut troubler ses activités dans la péninsule Arabique et dans la Corne

---

<sup>6</sup> La rédaction, « L'OTAN et la République de Djibouti renforcent leur coopération », Organisation du Traité Atlantique Nord, 22/04/2015.

<sup>7</sup> Amelot Laurent et Gardet Caroline : « La péninsule Arabique dans la « stratégie Sud » de l'Iran : l'enjeu yéménite », Outre-Terre, 2011/2 n°28, pages 447 à 462.

de l’Afrique. La politique régionale de l’Iran semble porter ses fruits comme en témoigne la déclaration du parlementaire iranien Ali Riza Zakanin proche de l’Ayatollah Ali Khomeini, en septembre 2017 qui expliquait que Sanaa, la capitale du Yémen contrôlée par les houthis, était devenu la quatrième capitale arabe tenue par un allié de l’Iran après Bagdad, Damas et Beyrouth<sup>8</sup>.

Pour l’Arabie Saoudite, le Yémen est avant tout un enjeu de sécurité nationale. Tout d’abord, il convient de mettre en exergue le contexte qui est celui d’une séparation progressive avec les Etats-Unis. Clef de voute de la stratégie saoudienne, l’alliance avec la première puissance mondiale scellée par le pacte de Quincy en 1945, permettait de garantir les intérêts et la sécurité de Riyad en échange de son « approvisionnement en hydrocarbures »<sup>9</sup>. Pourtant, Barack Obama avait démarré dans la deuxième moitié des années 2010 une distanciation progressive avec l’Arabie Saoudite puisque Washington avait pour but de se désengager au fur et à mesure du Moyen-Orient. Cela s’inscrivait dans la continuité de la doctrine « leading from behind » correspondant à un investissement indirect à l’étranger de la première puissance mondiale. Malgré cela, le président américain commençait des pourparlers avec l’Iran pour entrevoir une piste de sortie face à la tension nucléaire constante. C’est donc dans le cadre de la perte de son alliée le plus puissant qui ouvre des discussions avec son rival régional pouvant conduire à la multiplication de sa puissance de frappe si l’Iran parvient à obtenir un accord sur le nucléaire qu’ont lieu les soulèvements au Yémen.

C’est pourquoi, Riyad craint que la rébellion houthie ne déstabilise la région et ne permette à l’Iran de s’implanter durablement sur sa frontière sud. La possibilité d’être enfermée entre plusieurs pays amis de Téhéran effraye les décideurs saoudiens : au nord l’Irak, à l’est, Bahreïn et au sud le Yémen, voilà ce qui pourrait être le visage diplomatique régional avec l’Arabie Saoudite encerclée. Cela semble expliquer le changement de sa stratégie diplomatique dans le Moyen-Orient. En effet, le pays a troqué sa prudence dans la diplomatie régionale profitant des mannes financières héritées du pétrole pour adopter une politique plus agressive. Celle-ci a démarrée après les printemps arabes décriées par Riyad mais adoubees par Washington. Les décideurs politiques saoudiens ont peur que les soulèvements dans d’autres pays de la région se propage sur leur territoire pouvant aller jusqu’à une

---

<sup>8</sup> Al Bakiri Nabil, « Sanaa est la quatrième capitale arabe à rejoindre la révolution iranienne », Middle East Monitor, 27/09/2014

<sup>9</sup> Dazi-Heni Fatiha, *L’Arabie Saoudite en 100 questions*, Tallandier, 2017.

rébellion citoyenne contre le roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud. Ainsi, l'entrer en guerre au Yémen en 2015, contre l'avis américain, marque un point de non-retour pour les décideurs saoudiens et s'inscrit dans la continuité d'une nouvelle ère au Moyen-Orient.

De plus, l'Arabie Saoudite pense que le conflit au Yémen est une menace pour la sécurité de la région dans son ensemble et qu'il doit être résolu pour éviter une propagation de ce qu'elle estime être un chaos. Après avoir connu une expansion sans précédente ces dernières décennies, Riyad veut absolument maintenir la stabilité régionale pour continuer son essor notamment en ce qui concerne ses ventes d'hydrocarbures vers le géant asiatique chinois. Ces accords financiers sont rendus possibles par plusieurs accords régionaux et une coopération avec plusieurs pays amis de Riyad. Ainsi, si de nouveaux « printemps arabes » conduisaient au renversement de gouvernements alliés, cela pourrait avoir des conséquences durables sur le commerce saoudien. Sans oublier qu'une victoire iranienne au Yémen pourraient conduire certains pays à privilégier le vainqueur pour toute opération diplomatique, financière ou militaire... L'Arabie Saoudite a toujours essayé d'entretenir sa suprématie dans la région comme en témoigne la création du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG) en 1981, union politico-militaire dont le siège est à Riyad. Celui-ci est composé du Qatar, du Koweït, du sultanat d'Oman, de Bahreïn, des Emirats arabes unis et donc de l'Arabie saoudite. Sa création à lieu suite aux révolutions islamiques iraniennes et a pour objectif de pérenniser la domination saoudienne. Pourtant, cette organisation bat de l'aile comme en témoigne la crise de 2017 avec la Qatar toujours pas résolue<sup>10</sup>.

La stratégie de l'Arabie Saoudite au Yémen est donc triple. D'abord, s'imposer comme le leader incontestable de la région et prouver sa supériorité à ses alliés du CCG. Ensuite, contrarier l'essor iranien qui retrouve au fur et à mesure des relais dans les pays de la région. Enfin, maintenir la stabilité régionale globale en garantissant la sécurité du pays. Cette dernière repose sur trois points essentiels que nous avons évoqués plus avant : le détroit d'Ormuz, le canal de Suez et le détroit du Bab-el-Mandeb. Le Yémen s'inscrit donc pleinement dans cette vision.

---

<sup>10</sup> Lors d'une visite de l'ancien président Donald Trump à Riyad, il avait demandé aux pays musulmans d'agir contre l'extrémisme religieux or, les membres du CCG accusent le Qatar de terrorisme. C'est le 05/06/2017 qu'ils avaient décidé de rompre leurs relations diplomatiques avec Doha.

## B. Des enjeux religieux ...

Le conflit yéménite est souvent présenté comme religieux dans les médias : il résulterait d'une opposition entre chiites et sunnites. C'est pourquoi il est tout d'abord nécessaire de comprendre la différence entre ces derniers et l'autre tranche de la population pour comprendre le conflit actuel. En effet, d'un point de vue religieux, le Yémen est un pays important pour l'Islam chiite mais aussi sunnite. Les Houthis, qui sont soutenus par l'Iran, sont des musulmans chiites et ont un fort ancrage au Yémen. En revanche, l'Arabie Saoudite est considérée comme le gardien des lieux saints de l'Islam sunnite avec La Mecque et Médine. C'est pour cela que le conflit au Yémen est perçu comme une lutte entre les deux branches principales de l'Islam, avec des conséquences dangereuses pour la stabilité religieuse dans la région.

Comme nous l'expliquions plus avant, les Houthis descendent d'une branche chiite alors même que le reste des habitants sont considérés comme des sunnites. Ainsi, ces deux branches de l'Islam diffèrent sur plusieurs points néanmoins le clivage réside principalement dans la succession de Mahomet après sa mort en 632. Les chiites désignent Ali comme successeur légitime du prophète au nom des liens du sang. A l'inverse, les sunnites sont partisans d'Abou Bakr, compagnon de Mahomet, et affirment que le calife doit être élu. C'est finalement le second qui est désigné premier calife. Depuis cette époque, les sunnites sont majoritaires et représentent de nos jours près de 90%<sup>11</sup> des musulmans dans le monde. Ainsi, les seuls pays à majorité chiite sont l'Iran et l'Irak, qui en ont fait la religion officielle du pays, ainsi que l'Azerbaïdjan et Bahreïn. Toutefois, d'importantes minorités existent comme c'est le cas au Pakistan, en Inde, en Afghanistan, en Arabie saoudite, au Liban et surtout au Yémen qui est donc à majorité sunnite.

D'un point de vue concret, les chiites imposent une séparation nette entre les autorités religieuses et politiques alors que les sunnites acceptent que les deux pouvoirs soient rassemblés dans les mains d'une même personne. L'exemple du Maroc permet de saisir cette

---

<sup>11</sup> Vaudano Maxime : « Quelles sont les différences entre sunnites et chiites », Le Monde, 20/06/2018.

seconde conception puisque le roi est également « commandeur des croyants »<sup>12</sup> alors même qu'en Iran, les ayatollahs sont indépendants du pouvoir exécutif<sup>13</sup>.

Les rebelles houthis se sont multipliés au début des années 2000 notamment grâce à des manifestations à répétitions organisés par Hussein al-houthi. Celles-ci étaient mises en place pour soutenir Muqtada al-Sadr une personnalité chiite iranienne et plusieurs revendications claires. Il est également intéressant de noter que la vision de base chez tous les Zaydis se forme autour de deux points : la présence de l'Imam de son temps et celle du devoir de « sortir » en brandissant le sabre contre le gouvernement injuste. Ces préceptes s'imposent comme une base préalable et nécessaire pour celui qui veut remplir les conditions de l'Imamat. Ces idées peuvent expliquer leur décision de prendre les armes comme en témoigne la disparition, chez les Frères musulmans, organisation sunnite, de Muhammad Qahtan<sup>14</sup>, arrêté par les houthistes en avril 2015. Celle-ci s'inscrivait dans la suite de l'assassinat en novembre 2014 de Muhammad al-Muttawakil<sup>15</sup> opposant public du pouvoir yéménite soutenu par Riyad. Cet événement avait été vivement critiqué par les Houthis qui affirmaient que le pouvoir en place soutenu par l'Arabie Saoudite était responsable de la mort de ce descendant zaydite. Par la suite, la violence s'est démultipliée forçant l'ensemble des populations de la région à choisir un camp clair.

Les Houthis donnent plusieurs conditions pour parvenir à un accord de paix<sup>16</sup>. Ils réclament d'abord l'approbation officielle pour la composition d'un parti politique Zaydite dans l'objectif de peser à l'assemblée. Ensuite, ils demandent la création d'une université reconnue dans les divers domaines de la connaissance ainsi que le droit du peuple Zaydite à l'enseignement de la doctrine dans des écoles religieuses ce qui n'était pas possible jusqu'ici. Enfin, les rebelles du nord Yémen demandent l'adoption du Zaydisme comme secte principale dans le pays. Les revendications du groupe sont donc clairement centrées sur l'aspect religieux et penchent vers Téhéran. Leur évolution spirituelle en rupture avec leur identité locale zaydite et d'avantage tournée vers le chiisme iranien illustre ce penchant.

---

<sup>12</sup> Guyot Claire. « En tant que commandeur des croyants, le roi est le chef spirituel du Maroc. » La Croix, 14/06/2017.

<sup>13</sup> Vaudano Maxime : « Quelles sont les différences entre sunnites et chiites », Le Monde, 20/06/2018.

<sup>14</sup> La rédaction, « Yémen. Les combattants Houthis recourent aux arrestations arbitraires, aux disparitions et à la torture contre leurs adversaires », Amnesty International, 18/05/2017.

<sup>15</sup> La rédaction, « La Chine souhaite voir les circonstances de l'assassinat d'al-Mutawakkil élucidées », 04/11/2014.

<sup>16</sup> El Mawla Saoud, « Le Mouvement Houthite au Yémen : d'une minorité politico-religieuse à une stratégie d'hégémonie », Maghreb-Machrek, ESKA, 2018/1 (N° 235), pages 69 à 103.

Il convient également de rappeler que l'Arabie Saoudite tire en grande majorité son influence régionale par son statut de « serviteur des deux saintes mosquées »<sup>17</sup> ; statut qui est donc primordial pour le pays.

Ainsi, c'est en premier le facteur spirituel qui a clivé Riyad et Téhéran au travers de plusieurs événements contemporains. Les affrontements sont vus comme religieux par une large franche des populations. Les soldats disent lutter pour « leur religion, leur terre et leur honneur »<sup>18</sup>. Les morts sont qualifiés de « martyres » témoignant une nouvelle fois de l'omniprésence du religieux. Or, Comme nous l'expliquions plus avant, l'Arabie Saoudite entend affaiblir au maximum l'influence chiite mondiale. Les 10 à 20%<sup>19</sup> de chiite faisant partie de la population saoudienne ont toujours été une problématique pour les dirigeants politiques. En effet, leurs rites sont diamétralement différents de ceux prônés par les sunnites. De ce fait, l'exécution de Nimr Al-Nimr le 2 janvier 2016 abonde dans ce sens. Opposant politique saoudien, Nimr Al-Nimr a été exécuté pour terrorisme. Toutefois, par cette occasion le pouvoir remet surtout de l'ordre dans le pays et dissuade l'opposition. Il était particulièrement influent dans l'est du royaume région stratégique puisqu'elle est à la fois un carrefour commercial et qu'elle cristallise également les ressources pétrolières actuelles de la dynastie. Nimr Al-Nimr avait d'ailleurs appelé à faire sécession et à fusionner avec le royaume voisin de Bahreïn. Ces épisodes s'inscrivaient dans la continuité d'un mouvement plus global à la suite des printemps arabes. Par cette exécution, il semble que l'Arabie Saoudite se sépare d'un opposant mais qu'elle envoie également un message direct à l'Iran. Cette mort a cristallisé les tensions entre les deux pays. Riyad avait d'ailleurs rappelé que le défunt avait étudié pendant dix années en Iran et attribuait à cela sa foi chiite et ses appels à la subversion.

Par la suite, cette exécution avait entraîné de nombreux soulèvements chiites et plus particulièrement iraniens. Le porte-parole du ministère des Affaires Etrangères prévoyait une vengeance divine contre l'Arabie-Saoudite quand l'ayatollah Khamenei, qualifiait Nimr Al-Nimr de « martyr »<sup>20</sup>. Dans le même temps, l'ambassade saoudienne à Téhéran était

---

<sup>17</sup> La rédaction, « Le Serviteur des deux Saintes Mosquées préside le 14ème Sommet et réaffirme que la question palestinienne constitue la pierre angulaire du travail de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) », 01/06/2016.

<sup>18</sup> Bonnenfant Paul, *La péninsule arabique aujourd'hui*, 18/062013, CNRS, Tome II.

<sup>19</sup> *Iran/Arabie Saoudite : une guerre froide*, Confluence méditerranée, L'harmattan, 2016/2 (n°97), 210 pages.

<sup>20</sup> La rédaction, « Arabie saoudite : le guide suprême iranien condamne l'exécution », Le point, 03/01/2016

vandalisée et incendiée. Il en allait de même pour le consulat saoudien dans la ville de Machad au Nord-Est du pays.

C'est en réaction à ces épisodes que Riyad décidait de rompre officiellement ses relations diplomatiques avec l'Iran le 3 janvier 2016<sup>21</sup> exigeant le départ des diplomates iraniens du pays. Grâce à ses leviers diplomatiques, l'Arabie Saoudite était imitée par le Bahreïn, le Soudan, Djibouti et la Somalie, alors que même que le Koweït, le Qatar et les Emirats arabes unis rappelaient leur ambassadeur à Téhéran<sup>22</sup>. Cette dernière étape dans la « guerre froide » opposant l'Iran et l'Arabie Saoudite aboutissait à l'isolement de Téhéran et la séparation en deux blocs de la région.

Ainsi, d'une dimension religieuse, l'affrontement à distance entre les deux pays a pris une tout autre tournure. C'est la rivalité régionale qui semble avoir pris le pas sur l'aspect téléologique.

### C. ... qui camouflent une rivalité régionale et internationale entre les deux pays

Malgré une façade confessionnelle, il semblerait que la vraie raison de ce conflit se trouve dans la rivalité qui oppose les deux pays. Ils chercheraient à étendre leur sphère d'influence dans la région du Golfe mais également à l'échelle mondiale. La spiritualité ne serait donc qu'un prétexte pour justifier ces affrontements.

En effet, malgré des différences claires que nous avons abordées rapidement en amont, les quatorze siècles d'histoire communes entre chiite et sunnites prouvent que la cohabitation est possible. Il semblerait même qu'au fur et à mesure des siècles les guerres aient principalement lieu entre sunnites plutôt qu'entre les deux courants principaux de l'Islam.

D'un point de vue de l'histoire ancienne, nous pouvons illustrer cela au travers de la révolte abbaside du VIIIe siècle contre les Omeyyades qui sont eux aussi sunnites et qui profitera

---

<sup>21</sup> La rédaction, « L'Arabie saoudite rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran », Le Monde avec AFP, 03/01/2016.

<sup>22</sup> La rédaction, « Crise dans le Golfe : l'Arabie et ses alliés rompent avec le Qatar », La tribune, 05/06/2017.

aux chiïtes, minorité du califat abbasside de Bagdad, défaits par ces mêmes Omeyyades en 680 à Kerbala. Dans la continuité de ce propos, une tension importante a divisé le bloc sunnite au cours du IXe siècle. Celle-ci opposait les juristes-théologiens Ahl al-Hadith aux Mu'tazalites<sup>23</sup> sur la nature du Coran. Ainsi, à Bagdad pendant ces siècles, c'est l'opposition entre sunnites qui s'impose et non entre ces derniers et les chiïtes.

De ce fait, nous pouvons nous interroger sur le discours d'un affrontement religieux fréquemment abordé dans les médias. Selon David Cvach et Brigitte Curmi après la prise du pouvoir d'Ali Khamenei ce n'est pas son chiïsme qui est craint par l'Arabie Saoudite mais « sa volonté d'exporter un islam révolutionnaire universaliste, antioccidental et anti-impérialiste en s'appuyant sur les ressources d'un État »<sup>24</sup>. C'est à ce moment qu'elle mobilise un discours dans l'objectif de cliver au maximum les deux courants principaux de l'Islam afin d'éviter que certains sunnites ne soient séduits par le message du guide suprême iranien. L'Arabie Saoudite n'avait d'ailleurs jusqu'ici jamais mobilisé la religion pour servir ses objectifs s'opposant même à son instrumentalisation par d'autres acteurs qu'ils soient chiïtes ou sunnites. Louis Blin, docteur en histoire et arabisant et ancien consul de France à Djeddah, insiste sur ce point en expliquant que Riyad ne se pense pas comme le « leader du monde sunnite face à l'expansionnisme chiïte »<sup>25</sup> mais simplement comme le premier rempart face à l'hubris iranien. Dans ce contexte, les deux camps essaient de radicaliser l'opposition et entretiennent ce clivage pour conserver leurs adeptes.

Toutefois, nous pouvons voir les carences de ces discours dans plusieurs actions. Les extrêmes sunnites dénoncent par exemple un « crypto-chiïsme »<sup>26</sup> chez les Frères musulmans qui se désignent pourtant comme une organisation sunnite. Cela est d'autant plus surprenant que l'Organisation de coopération islamique établie à Djeddah et en grande partie sous le joug saoudien n'a pas de vocation prosélyte alors même que la Ligue islamique mondiale oui. Cette dernière, également contrôlée par l'Arabie Saoudite et basée à la Mecque s'organise autour d'un secrétaire général réputé proche des Frères musulmans allant en contradiction avec les propos précédents. A noter que l'Arabie Saoudite elle-même est

---

<sup>23</sup> Cvach David et Curmi Brigitte : « Sunnites et chiïtes : fabrique d'un conflit », Esprit, Editions Esprit, 2015/10 (Octobre), pages 75 à 91.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Blin Louis : « L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne », Politique Etrangère, IFRI, 2016/2 (Eté), pages 49 à 61.

<sup>26</sup> Ibid.

opposée à cette organisation et qu'elle appuie dans le même temps les opposants chrétiens du régime en Syrie. Par ailleurs, elle pense que le régime iranien s'est allié avec Daech, organisation sunnite, puisque les attentats anti-chiite perpétrés par cet organisme ne se sont pas produits en Iran. En bref, il semble que Riyad soit prêt à jouer sur différents tableaux et ce, quel que soit les orientations religieuses pour préserver ses intérêts depuis le retrait américain initié par Obama dans son interview à *The Atlantic*<sup>27</sup> d'avril 2016.

Nous pouvons élargir ces incohérences qui prouvent que l'opposition chiite sunnite est montée de toute pièces à la région même. Au Koweït par exemple, la partie chiite de la population est partisane de la monarchie sunnite qui dirige le pays alors même qu'une partie d'entre eux est désignée « en tête des ennemis de Daech »<sup>28</sup>.

Il est possible d'appliquer cette idée au cas particulier des Houthis. En effet, les zaydites ont les pratiques les plus proches des sunnites parmi les chiites. Ils ont même décidé d'arrêter certaines de leurs actions en échange de l'arrêt de leur stigmatisation. C'est face à plusieurs opérations militaires orchestrées par le président Ali Abdallah Saleh qu'ils se « radicalisent », qu'ils se revendiquent chiite d'une manière de plus en plus extrême et qu'il se rapprochent de l'Iran.

La rhétorique confessionnelle est également alimentée en dehors du Moyen-Orient. Toujours selon David Cvach et Brigitte Curmi, cela permet à la communauté internationale de prendre ses distances vis-à-vis de la situation et de justifier sa mise à l'écart. De plus, cette vision attribue aux Etats-Unis la responsabilité de la situation actuelle depuis la guerre d'Irak initiée en 2003 par le président Bush. On peut également souligner les intérêts occidentaux en jeu dans ces affrontements. Laurent Bonnefoy<sup>29</sup>, chercheur au Centre Nationale de Recherche Stratégique, met en exergue les ventes françaises de matériel militaire. Selon le spécialiste de la péninsule arabique, les ventes d'armes françaises ont explosé dans la région pour atteindre 1, 5 milliards d'euros en 2019. Il indique qu'il en va de même pour les Etats-Unis avec des chiffres encore plus élevés. Lors d'une visite officielle de Donald Trump en Arabie Saoudite fin mai 2017, c'est un contrat de 110 milliards de dollar qui avait été signé avec

---

<sup>27</sup> Goldberg Jeffrey, "The Obama Doctrine", *The Atlantic*, 04/2016.

<sup>28</sup> Cvach David et Curmi Brigitte : « Sunnites et chiïtes : fabrique d'un conflit », *Esprit*, Editions Esprit, 2015/10 (Octobre), pages 75 à 91.

<sup>29</sup> Bonnefoy Laurent, *Le Yémen, de l'Arabie heureuse à la guerre*, Paris, Fayard/CERI, 2017, 348 pages.

Riyad<sup>30</sup>. Le Royaume-Uni a quant à lui livré pour 5 milliards d'euros d'armement à l'Arabie Saoudite entre 2015 et 2018.

Selon le spécialiste de la péninsule arabique, les ventes d'armes françaises ont explosé dans la région pour atteindre une valeur d'1,5 milliards d'euros en 2019.

Ainsi plus qu'une rivalité confessionnelle, c'est un duel d'influence régionale et mondiale entre Riyad et Téhéran qui prend forme. Ce dernier survint dans un contexte particulier.

Les révolutions arabes ont mis en exergue deux visions divergentes du « nouveau monde ». D'un côté les sunnites effrayés et même par l'effacement progressif des idéologies historiques de la région comme celle de Gamal Abdel Nasser ou de Yasir Arafat face à la montée d'acteurs non arabe tel que la Turquie ou Israël. De l'autre, il s'agit de s'imposer comme le premier pilier face à l'expansionnisme occidental avec en fer de lance les américains qui soutiennent l'Arabie Saoudite. Hubert Védrine<sup>31</sup> parle même d'un trauma qui aurait touché Riyad après la Révolution Islamique en Iran de 1979.

Cela est renforcé par la volonté de la nouvelle génération de décideurs politiques, portée par MBS, de mettre en place des mutations profondes en profitant de l'essor récent de l'économie saoudienne. De l'autre côté l'Iran a développé son influence en Syrie et au Liban et est devenue le principal allié de la Russie chrétienne et orthodoxe ! Ainsi, il semblerait que Riyad s'efforce d'avantage d'éviter que l'Iran ne redevienne « gendarme du Golfe » qu'il était à l'époque du Chah puisque cela conduirait à l'exportation de la révolution islamique sur son territoire plutôt que de faire du prosélytisme. A l'inverse, et comme l'expliquent les deux auteurs, l'Iran se sent encerclé par l'Occident et les pays sunnites arabes. Ils ajoutent que c'est un cercle vicieux qui entraîne ces perceptions et non la réalité : « Ces perceptions deviennent autoréalisatrices : les pays du Golfe mobilisent les sunnites radicaux contre l'Iran ; de son côté, l'Iran mobilise les solidarités chiites au service de ses intérêts nationaux. »<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> Bonnefoy Laurent, « *Yémen : Comprendre la guerre* », Etudes, 02/2018 pages 17 à 28.

<sup>31</sup> Védrine Hubert, *Une vision du monde*, Bouquins la collection, 2022.

<sup>32</sup> Cvach David et Curmi Brigitte : « Sunnites et chiites : fabrique d'un conflit », Esprit, Editions Esprit, 2015/10 (Octobre), pages 75 à 91.

Ainsi, les convictions religieuses semblent s'être progressivement effacées face aux appétits régionaux des deux pays. C'est pourquoi, le conflit yéménite est devenu un champ de bataille pour cette rivalité régionale et mondiale, l'Arabie Saoudite soutenant le gouvernement yéménite légitime et l'Iran étant du côté des Houthis. Pour cette dernière, le soutien aux Houthis représente une opportunité de contester l'influence de l'Arabie Saoudite dans la région et de renforcer sa position en tant que puissance en expansion.

## II. L'instrumentalisation à des fins politiques : la rivalité au cœur du conflit

Dans une première partie, nous avons cherché à démontrer l'importance du Yémen pour l'Iran et l'Arabie Saoudite. Nous avons également défait l'unique discours téléologique au profit d'une concurrence à plusieurs niveaux et dans différents domaines entre les deux pays. Dans cette seconde partie nous évoquerons les actions concrètes qui illustre ce duel tout en étudiant la portée de celles-ci sur la population.

### A. Une rivalité qui se manifeste à plusieurs échelles...

Pour illustrer la lutte perpétuelle pour la domination régionale que se livrent l'Arabie Saoudite et l'Iran, nous allons ici nous défaire du cadre géographique yéménite. L'objectif de cette sous partie est de dresser un tableau global de cette rivalité dans l'objectif de la comprendre du mieux possible.

Pour commencer, il convient d'élargir la dimension géographique de cette confrontation. En effet, la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite a des implications dans l'ensemble de la région. Comme nous l'expliquons, les deux pays cherchent à étendre leur influence et à renforcer leurs alliances stratégiques à travers le monde. Ils utilisent pour ce faire des outils tels que les médias, les investissements financiers, les campagnes de relations publiques et les soutiens politiques pour affirmer leur position et affaiblir l'influence de l'autre. De ce fait, l'Arabie saoudite a utilisé sa puissance financière pour soutenir des groupes et des

mouvements qui partagent ses intérêts, tandis que l'Iran a cherché à établir des liens avec des acteurs régionaux qui sont en conflit avec Riyad. Nous allons développer ces deux points au travers d'exemples tangibles.

Ainsi, le Yémen n'est pas le seul pays à avoir été le lieu de matérialisation de la rivalité irano-saoudienne. L'Iran s'est particulièrement investi dans le Proche et Moyen-Orient depuis récemment entraînant une multiplication des efforts de Riyad pour contrer cela. L'Irak, le Liban et la Syrie sont ou ont été des lieux emblématiques de cet affrontement.

Suite à la chute de Saddam Hussein en 2003, l'Irak a pris une autre dimension religieuse. En effet, avant cela, il s'était imposé comme une barrière face à l'expansion du chiisme dans la région. A la suite de ces événements des soulèvements massifs ont eu lieu entraînant deux guerres civiles opposants principalement les deux confessions majoritaires du pays : sunnites et chiites. Riyad et Téhéran ont fourni une aide financière aux différentes parties acquis à leurs intérêts respectifs. Cela recouvrait à la fois des partis politiques, des groupes armés ou même des organisations caritatives. De plus, pour faire face à la présence grandissante de l'OEI une coalition arabo-occidentale avait été créée. Elle s'appuyait, par l'intermédiaire de l'Iran notamment, sur des milices chiites locales qui collaboraient avec d'autres factions sunnites. Malgré le fait que Daech a été battu d'un point de vue militaire en 2017, l'OEI reste très actif en Irak. C'est le deuxième pays dans lequel elle a mené le plus d'opérations terroristes.

La Syrie est également un théâtre d'affrontement entre les deux puissances. En ce qui concerne l'aspect militaire, l'Iran a déployé des forces pour soutenir le gouvernement d'Assad. Les forces iraniennes comprennent la Force al-Qods, une unité d'élite des Gardiens de la Révolution iraniens, ainsi que des milices chiites soutenues par l'Iran, telles que le Hezbollah libanais. De son côté, l'Arabie saoudite soutient financièrement et militairement certains groupes rebelles en leur fournissant des armes et un soutien logistique par l'intermédiaire de son allié israélien. Laurent Amelot<sup>33</sup> souligne également l'éventualité d'un support saoudien auprès de groupes jihadiste. La rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite en Syrie est elle aussi enracinée dans une division sectaire entre sunnites et chiites. La majorité

---

<sup>33</sup> Amelot Laurent, « Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran », Outre Terre, Ghazipur, 2015/3 (n°44), pages 329 à 338.

de la population syrienne est sunnite, mais le régime de Bachar al-Assad est dominé par les alaouites, une branche du chiisme.

Le même schéma est applicable au Liban puisque l'Iran y apporte une aide financière et matérielle à destination du Hezbollah. C'est un puissant groupe politique, social et militaire libanais, qui est également considéré comme une organisation chiite armée. Il a été créé en 1982 à la suite de l'invasion du Liban par Israël. Ainsi, l'organisation est connue pour sa proximité avec l'Iran et est considéré comme un acteur clé de l'influence iranienne au Liban. En revanche, l'Arabie saoudite soutient des partis et des groupes politiques sunnites au Liban. Le cas de Rafic Hariri d'origine saoudienne naturalisé libanais illustre ce point. Il est l'ancien premier ministre du pays et entretenait des relations proches avec Riyad jusqu'à son assassinat en 2005 probablement par des membres du Hezbollah<sup>34</sup> même si cela n'a jamais été clairement prouvé par l'enquête onusienne. La prise de partie des deux nations s'illustre également dans les médias puisque les responsables iraniens et saoudiens font souvent des déclarations publiques au Liban pour exprimer leurs positions respectives et influencer l'opinion publique. La presse des deux puissances diffuse également des discours qui critiquent l'autre partie dans l'objectif de renforcer les soutiens locaux.

Pour continuer, nous pouvons mettre en exergue la rivalité au sein de la Ligue arabe. C'est une plateforme importante pour la coordination des politiques entre les pays musulmans. Elle a été créée en 1945 sous l'égide de Nasser avec sept membres fondateurs : l'Égypte, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Yémen du Nord, la Jordanie, le Liban et la Syrie. Ses objectifs originaux sont les suivants : « sauvegarder l'indépendance des pays arabes ; contribuer à l'unité des pays arabes ; promouvoir la coopération entre les États membres et la coordination de leur action politique, économique et culturelle ; défendre leurs intérêts dans la société internationale et contribuer à la paix entre les nations arabes »<sup>35</sup>. Il est important de souligner qu'elle jouit d'un statut d'observateur auprès de l'ONU. En outre, Riyad a essayé de s'imposer comme le leader de cette organisation au travers de plusieurs actions. Le pays avait par exemple été à l'initiative de paix au Proche-Orient en 2002 qui avait pour but de permettre une relation pérenne entre les pays arabes et Israël. Celle-ci avait

---

<sup>34</sup> La rédaction, « Assassinat de Rafic Hariri : deux hommes jugés coupables en appel », France 24 avec AFP, 10/03/2022.

<sup>35</sup> Bayramzadeh Kamal, « Le rôle des organisations internationales dans le processus d'intégration régionale : le cas du monde arabe », Le régionalisme international : regards croisés. Europe, Asie et Maghreb, 2011, Vol. 11 (N°2)

été acceptée par tous les parties mais n'a pourtant pas été un succès total. C'est pourquoi, l'Arabie Saoudite avait tenté de relancer le processus en 2007 mais celui-ci n'a pas été accepté par le gouvernement israélien.

Bien que l'Iran ne soit pas membre de la Ligue arabe à proprement parler, elle influence ses décisions par ses alliés interposés. C'est dans cette sphère que les puissances concurrentes essaient d'affirmer leur point de vue. Elles affichent régulièrement des positions divergentes sur des questions clés puisqu'elles cherchent à rallier des soutiens pour leurs agendas respectifs en particulier en ce qui concerne les questions liées aux conflits et aux tensions sectaires régionaux. Cette rivalité complexe a entravé la capacité de la Ligue arabe à parvenir à un consensus sur des questions primordiales puisque les pays membres sont divisés en deux blocs. De ce fait, cette rivalité affaiblit l'influence collective de la ligue et rend difficile la coordination des politiques régionales.

Un exemple significatif de cette opposition entre les deux pays concerne la crise en Syrie abordée plus avant. Alors que l'Arabie saoudite soutenait les groupes rebelles opposés au régime de Bachar al-Assad, l'Iran a soutenu activement le gouvernement syrien. L'intervention directe de l'Iran dans le pays a suscité des inquiétudes en Arabie saoudite qui a considéré cela comme une ingérence dans les affaires internes du pays. Cette rivalité a exacerbé le conflit syrien et rendu difficile une résolution pacifique de la crise.

Un autre cas concret de divergence entre les deux pays qui se transpose au sein de la Ligue arabe porte sur le rôle du Hezbollah au Liban. Le Hezbollah, soutenu par l'Iran, est considéré par l'Arabie saoudite comme une organisation terroriste et une menace pour la stabilité régionale. L'Arabie saoudite et ses alliés sunnites ont exprimé leur désapprobation face à l'influence grandissante du Hezbollah devenu un acteur clé au Liban et ont cherché à affaiblir son pouvoir politique. En revanche, l'Iran considère le Hezbollah comme un acteur légitime dans la résistance contre Israël et soutient son rôle politique et militaire comme nous l'expliquons.

Ainsi, les deux pays ont un avis divergent concernant les relations arabo-israéliennes. L'Arabie saoudite soutient depuis longtemps l'initiative de paix arabe, que nous développons en amont, qui propose la normalisation des relations avec Israël en échange d'un règlement juste du conflit israélo-palestinien. En revanche, l'Iran maintient une position hostile envers

Israël et soutient les groupes palestiniens qui s'opposent à tout accord de normalisation. Ces oppositions sur la question d'Israël ont souvent créé des frictions et des divisions au sein de la Ligue arabe dans une dimension historique.

Cette concurrence existe également au sein de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et se manifeste par des différences notables sur plusieurs questions clés, illustrant ainsi leurs rivalité politiques et leurs intérêts. Celle-ci a été créée en septembre 1969 à la suite d'un incendie perpétré contre la mosquée El Aqsa localisée à Jérusalem. Il avait été perpétré par un fondamentaliste chrétien et c'est pour cela que vingt-cinq pays arabes se sont réunis à Rabat pour décider de la réponse collective à y apporter. En effet, l'OCI se décrit comme le porte-parole des musulmans et a pour objectif d'« assurer la sauvegarde et la protection des intérêts (du monde musulman) dans l'esprit de promouvoir la paix internationale et l'harmonie entre les différents peuples du monde »<sup>36</sup>.

Un premier exemple de divergence au sein de l'OCI concerne la question de la représentation politique des Palestiniens. L'Arabie saoudite soutient globalement l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas, tandis que l'Iran est plus enclin à soutenir des groupes palestiniens comme le Hamas. Ces divergences sur la représentation politique des Palestiniens ont entravé les efforts de l'OCI pour parvenir à un consensus sur la question palestinienne et ont conduit à des divisions internes entre deux parties distinctes.

Deuxièmement, le terrorisme est lui aussi un sujet clivant au sein de l'organisation. Alors que l'Arabie saoudite accuse régulièrement l'Iran de soutenir et de financer des groupes terroristes dans l'ensemble de la région, l'Iran critique l'Arabie saoudite pour son appui présumé à des mouvements extrémistes et terroristes sunnites. Ces oppositions sur la question du terrorisme ont créé des frictions et des désaccords au sein de l'OCI concernant les mesures à prendre pour lutter contre ce fléau et ont entravées la mise en place d'une action collective.

Des différences existent également sur la gestion des lieux saints. Rappelons que l'Arabie saoudite abrite La Mecque et Médine, ce qui lui confère une position privilégiée dans le monde musulman. Cependant, l'Iran a exprimé à plusieurs reprises des critiques envers la

---

<sup>36</sup> La rédaction, « Histoire », Site de l'Organisation de la Coopération Islamique.

gestion des lieux saints par l'Arabie saoudite et a proposé une plus grande implication de l'OCI dans leur administration.

En résumé, ces exemples illustrent comment la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite se manifeste sur d'autres territoires et au sein de plusieurs organisations de coopération. Les divergences reflètent leurs intérêts régionaux, leurs différences sectaires et leurs visions géopolitiques distinctes. Chaque états-membres est condamné à prendre parti et ne peut rester neutre. Cette prise de position les amène à s'opposer au bloc rival et cela peut avoir des conséquences immenses sur le pays. Par exemple, dans le but d'isoler les alliés de l'Iran, Riyad avait décidé en février 2016 de suspendre la livraison militaire à l'armée libanaise qui s'était dissocié de la condamnation de l'Iran par la Ligue Arabe et l'OCI. Par crainte que ces armes ne profitent finalement à des alliés iraniens tel que le Hezbollah, l'Arabie Saoudite a choisi de devenir le destinataire du contrat d'armement au détriment de l'armée libanaise<sup>37</sup>. C'est dans ce contexte que s'est développé l'influence des deux pays sur le territoire yéménite. Après avoir élargie le cadre d'étude de la rivalité irano-saoudienne nous allons l'étudier uniquement sous le prisme du Yémen.

## B. ... mais surtout au Yémen

Comme nous l'abordions plus avant, la rivalité irano-saoudienne se manifeste à plusieurs échelles. Celle qui nous intéresse plus particulièrement prend place sur le territoire yéménite.

Après de nombreux affrontements depuis le début officiel du conflit, les Houthis ont grandis pour devenir une puissance militaire et politique à part entière. Ils sont principalement localisés dans le Nord-Ouest du Yémen dans le gouvernorat de Saada. Au début du conflit, en 2014, l'ancien président Ali Abdullah Saleh a décidé de soutenir les Houthis face à son opposition : le nouveau président Abdrabbo Mansour Hadi. C'est à cette occasion que le groupe s'est renforcé du point de vue militaire et politique leur permettant de trouver plusieurs soutiens dans le parti du congrès général du peuple<sup>38</sup>. C'est lorsque les

---

<sup>37</sup> Blin Louis : « L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne », Politique Etrangère, IFRI, 2016/2 (Eté), pages 49 à 61.

<sup>38</sup> Couland Jacques, « Guerre et formes d'identification », La pensée, Fondation Gabriel Péri, 2015/4(N°384), pages 33 à 44.

Etats du Golfe ont décidé de s'immiscer dans la Révolution populaire yéménite sans consulter l'Iran qu'elle a décidé de développer sa présence sur le territoire notamment au travers de livraisons massives d'armes. C'est ainsi que le pays s'est imposé à la tête de la coalition opposée à l'Arabie Saoudite. D'après Jean-Paul Baquiast<sup>39</sup>, spécialiste des technologies de communication, c'est à cette occasion que la Russie décida d'appuyer l'alliance chiite au travers d'une aide technique dans l'objectif de conforter sa présence nouvelle dans le Moyen-Orient.

Face à l'expansion de la rébellion allant à cette époque d'Aden au Nord jusqu'au Sud dans la région du détroit de Bab-el-Mandeb, l'Arabie Saoudite avait décidé d'organiser une opération militaire de grande ampleur surnommée « Tempête décisive ». A l'origine, elle avait pour but de chasser les Houthis ainsi que le président « déchu » : Ali Abdallah Saleh. Celle-ci s'appuyait sur les nombreux alliés arabes de la zone ainsi que sur les Etats-Unis redistribuant par cette occasion les cartes de la domination régionale. Par ailleurs, elle fait suite à l'ingérence saoudienne au XXe siècle qui s'était opposée à la création d'une république au Yémen craignant que les idées républicaines du pays ne parviennent jusqu'à la population saoudienne. La pétromonarchie avait donc décidé de soutenir les royalistes face au renversement de plusieurs monarchies dans la région tel que celle de l'Irak ou de l'Egypte. Dans un contexte plus récent nous pouvons souligner une autre intervention saoudienne entre 2009 et 2010 ponctuée d'un succès mitigé. Les bombardements qui avaient eu lieu prouvaient la présence saoudienne et indirectement le lien entre les Houthis et l'Iran ; sinon pourquoi Riyad se serait investi militairement ?

En effet, « Tempête décisive » s'inscrit dans le contexte de la rivalité entre Téhéran et Riyad et sonne comme une nécessité pour la seconde puissance. Comme étudié auparavant, elle doit prouver son rôle de leader du monde arabe sunnite et s'imposer comme la barrière évidente face à l'expansion iranienne notamment pour empêcher qu'un pays dirigé par un pouvoir chiite ne s'impose dans la région. Cela est d'autant plus vrai que d'un point de vue stratégique le Yémen est particulièrement important. Rappelons que le pays contrôle le détroit de Bab-el-Mandeb et qu'il cristallise les craintes saoudiennes entre la rébellion houthiste, les demandes sécessionnistes au Sud et au centre ainsi que l'émergence de groupes terroristes AQPA au Sud et l'EI au Nord et dans le centre. L'accumulation de tous ces facteurs effraie l'Arabie Saoudite puisqu'ils peuvent résulter en un pays divisé avec une présence

---

<sup>39</sup> Baquiast Jean-Paul, « Qui sont les Houthis du Yémen ? », Le club de Mediapart, 29/09/2019.

accrue de puissances extérieures, notamment celle de l'Iran, et un contrôle impossible dans un pays frontalier gouverné par une milice opposée à Riyad disposant de la capacité de contrer les coalitions gouvernementales du Yémen. Laurent Amelot directeur de recherche à l'institut Thomas More parle d'une « libanisation »<sup>40</sup> du Yémen et compare le groupe rebelle au Hezbollah. Il insiste sur le fait que factuellement le pouvoir Houthis empêche plusieurs groupes terroristes d'accéder au territoire saoudien mais que la peur de voir l'Iran s'imposer durablement dans la politique yéménite prend le dessus sur ce premier bénéficiaire. C'est pourquoi Riyad dépense entre 15 et 70 milliards<sup>41</sup> de dollars chaque année pour défendre ses intérêts au Yémen. Une année après le début de l'opération, Louis Blin évaluait à 3000 victimes les pertes saoudiennes<sup>42</sup> et 100 milliards de dollars en ce qui concerne les dégâts matériels<sup>43</sup>. En effet, les incursions houthistes en territoire saoudien sont régulières tout comme les tirs de missiles balistiques sur les villes saoudiennes. Pour répondre à ce problème, l'Arabie Saoudite entretient l'équilibre des pouvoirs dans le pays en soutenant des tribus et milices sunnites dans le but d'affaiblir les Houthis en même temps qu'elle contrôle l'expansion d'AQPA (Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique). Ce second point est primordial pour la monarchie pétrolière puisqu'il est le garant de la bonne entente avec les Etats-Unis, un de ses plus précieux alliés.

Grâce à ces moyens, la puissance régionale annonçait à l'été 2015 que la coalition navale et aérienne avait permis de reprendre les ports et aéroports de la ville d'Aden ainsi que la ville dans son ensemble à la fin du mois de juillet. Peu de temps après, Riyad disait avoir rempli ses trois objectifs : « prouver que l'avancée des forces pro-iraniennes au Moyen-Orient est désormais contenue par une coalition dotée d'une puissance de feu redoutable ; montrer à l'Iran que cette coalition a la maîtrise du ciel ; illustrer la disposition des pays du Golfe à soutenir une guerre longue ; démontrer la capacité de l'Arabie Saoudite à rassembler et conduire dans la durée une coalition de pays voisins ou proches »<sup>44</sup>. Louis Blin met également en exergue la volonté de donner une émulsion patriotique à la jeunesse saoudienne dont nous ne pouvons évaluer les résultats pour l'instant. Pour parvenir à ses fins, l'alliance a initié des bombardements continus sur des cibles militaires et civiles ainsi qu'un blocus

---

<sup>40</sup> Amelot Laurent, « Yémen : une guerre saoudienne contre l'Iran », *Outre Terre*, Ghazipur, 2015/3 (n°44), pages 329 à 338.

<sup>41</sup> Bonnefoy Laurent, « Yémen : Comprendre la guerre », *Etudes*, 02/2018, pages 17 à 28.

<sup>42</sup> Blin Louis : « L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne », *Politique Etrangère*, IFRI, 2016/2 (Eté), pages 49 à 61.

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> *Ibid.*

maritime dont le but est d'empêcher la communication et les approvisionnements en provenance de Téhéran. Ce blocus s'est fait avec le soutien américain qui a déployé des troupes dans le détroit de Bab-el-Mandeb afin de lutter contre la piraterie. Cette action a été vivement critiquée par la communauté internationale<sup>45</sup> puisqu'elle a également empêché l'arrivée de matériel humanitaire dans le sud du pays. Suite à cette évolution rapide et positive pour la coalition menée par Riyad, l'opération Tempête décisive est remplacée par l'opération Restaurer l'espoir à cette date du 21 avril 2015. Les objectifs de cette nouvelle opération sont de retirer progressivement les troupes disposées au Yémen en fonction de l'évolution du conflit et d'être davantage conforme à la résolution n°2216 du Conseil de Sécurité des Nations Unies<sup>46</sup>, notamment concernant les mesures sur la protection des civils, l'évacuation des ressortissants étrangers encore présents sur le territoire yéménite et la reprise d'un processus politique entre les belligérants locaux.

C'est dans ce contexte que l'ancien président Ali Abdallah Saleh a décidé fin 2017 de s'aligner sur la vision saoudienne avant d'être assassiné par la rébellion. Malgré toute attente, cette étape ne marquera pas un affaiblissement des Houthis, bien au contraire.

En effet, les opérations succinctes n'ont pas permis de reprendre la capitale Saana au Nord-Ouest du pays dans un paysage montagneux et face à des combattants encore plus expérimentés et déterminés. Celle-ci est contrôlée par les houthis<sup>47</sup> appuyés par plusieurs milices et une partie de la population opposée à l'opération saoudienne. Par ailleurs, les lignes de fronts restent en partie figées et l'objectif annoncé de restituer le président Abdrabbo Mansour Hadi à la tête du pays est un échec. Il convient d'expliquer que les parties opposées aux Houthis sont eux même divisés face au rétablissement de l'ancien chef d'état. Pour continuer, la troisième ville du pays, Taëz, ainsi que la quatrième, Hodeida, où la population est majoritairement sunnite sont toujours entre les mains des rebelles. Pire encore, ils annonçaient le 28 septembre 2019 avoir capturé plusieurs milliers de soldats saoudiens ainsi que du matériel militaire lors d'une opération orchestrée à Najran, ville saoudienne. Entre le début de l'engagement de la coalition et l'année 2021, plus de 10 400<sup>48</sup> soldats ont

---

<sup>45</sup> Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les droits de l'Homme, « Au Yémen, toutes les parties au conflit se livrent à des violations et les États tiers, s'ils souhaitent y mettre un terme, devraient cesser leurs livraisons d'armes, affirme le Président du Groupe d'éminents experts », 14/09/2021.

<sup>46</sup> Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU portant notamment sur l'embargo sur les armes et l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, 14/04/2015.

<sup>47</sup> Annexe 3

<sup>48</sup> Fahs Ahmed, « Les pertes saoudiennes au Yémen en chiffres : où est passé l'échec saoudien ? », Al Mayadeen, 30/12/2021

été tués ou blessés. Pour ce qui est des mercenaires engagés par la coalition le nombre de blessés et de morts est évalué à 226 615 personnes<sup>49</sup>. Au niveau matériel, sur cette même période, ce sont quelques 14 527 véhicules qui ont été détruits, allant du véhicule de transport de troupes au char et à l'avion de chasse<sup>50</sup>.

Le soutien iranien est quant à lui connu pourtant aucune preuve réelle n'a pu être apportée si ce n'est la rencontre officielle d'une délégation de représentants houthis avec l'Ayatollah Khamenei le 13 août 2019 dans l'objectif de réaffirmer le soutien politique iranien et de nommer Ibrahim Mohamed al-Dailami « ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire » des houthis à Téhéran<sup>51</sup>. Laurent Bonnefoy souligne qu'« aucun combattant iranien ou libanais affilié au Hezbollah, par exemple, n'a pu être capturé au Yémen ou n'est mort sur le front. Des livraisons d'armes en provenance d'Iran restent à démontrer. »<sup>52</sup>. Pourtant, la liaison aérienne entre Sanaa et Téhéran à raison de deux vols par jour laisse penser que ce lien est quand même conséquent, de même que la quantité et la qualité de l'armement des houthis malgré les pertes de matériel au combat et l'embargo. Il semblerait que celui-ci provienne d'Erythrée et qu'il aille jusqu'à Salif et Maydi, deux villes côtières à l'Ouest du pays, avant de rejoindre par voie terrestre Saada, fief de la rébellion. Suite au blocus naval, Téhéran avait riposté en mettant en place une flotte se targuant également de lutter contre la piraterie maritime. En ce qui concerne le matériel militaire, il semblerait que pour palier le blocus l'Iran utilisait le port de Shaqra' contrôlé par le conseil de transition du sud<sup>53</sup> avant de rejoindre Yathul puis Saada. Il paraîtrait également que l'Iran fournisse du carburant, une formation et qu'elle finance les soldats houthis.

Les experts sont divisés en deux camps à propos de l'influence de l'Iran dans le conflit. Une partie d'entre eux estime que sans le soutien iranien les houthis n'auraient jamais réussi à rivaliser avec l'armée du gouvernement yéménite et à contrôler les territoires qu'ils dominent actuellement. Une autre pense que même sans aucune aide la situation sur le terrain serait quasiment la même.

---

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> Alfoneh Ali, « La nomination de l'ambassadeur Houthis en Iran est une mauvaise nouvelle pour le Yémen », The Arab Weekly, 24/08/2019.

<sup>52</sup> Bonnefoy Laurent, « Yémen : Comprendre la guerre », Etudes, 02/2018, pages 17 à 28.

<sup>53</sup> Annexe 1

Face au retrait progressif américain illustré par la décision de Joe Biden de retirer les houthis de la liste des organisations terroristes début 2021<sup>54</sup>, la pétromonarchie craignait d'autant plus de se retrouver isolée. C'est pourquoi, sa présence sur le territoire yéménite a été accrue. En effet, dans le cas d'un échec son titre de leader de la région sera mis à mal alors que la puissance iranienne s'en sortirait décuplée. A l'inverse, en cas de succès le caractère supérieur de l'Arabie Saoudite sera incontestable quand bien même la transition pacifique du Yémen ne serait pas réglée. Quoiqu'il en soit, cette intervention a été largement critiquée par la communauté internationale pour son impact humanitaire dévastateur et les violations des droits de l'homme qui ont été commises par les deux parties au conflit. Les frappes aériennes saoudiennes ont souvent touché des cibles civiles ainsi que des écoles et des hôpitaux et ont aggravé la crise politique ainsi que la crise humanitaire. La population yéménite reste durablement touchée par ces années de guerre.

### C. Les conséquences humanitaires du conflit

Comme nous l'expliquions en amont, la population yéménite s'est retrouvée au centre du conflit et a été touchée de pleins fouets par les affrontements, plongeant le pays dans une catastrophe humanitaire sans précédente. L'intensité des combats est un facteur caractéristique de la crise yéménite. Les camps n'hésitent pas à bombarder l'ensemble du territoire yéménite, y compris les infrastructures communes et les habitations civiles<sup>55</sup>.

Tout d'abord, l'ONU dénombre 150 000 morts dues aux combats<sup>56</sup>. Ils ont également entraîné la mort de milliers de civils. A noter que les violences sont très souvent ciblées envers les femmes, en particulier les violences sexuelles, ce qui inquiète massivement plusieurs ONG<sup>57</sup>. Au total, l'ONU estimait en 2021 à 377 000 le nombre de victimes directes et indirectes depuis le début du conflit<sup>58</sup>. A noter que les enfants ne sont pas épargnés par les affrontements. L'Unicef alertait l'ONU fin 2022 sur les dangers risqués par les enfants.

---

<sup>54</sup> La rédaction, « Yémen : les Etats-Unis vont retirer les houthistes de leur liste de groupes terroristes », Le monde avec AFP, 06/02/2021.

<sup>55</sup> La rédaction, « Comprendre les origines de la guerre au Yémen », Le Monde, 17/04/2015.

<sup>56</sup> La rédaction, « En sept ans, la guerre du Yémen aura causé la mort de 377000 personnes, d'ici à la fin de 2021 », Le Monde avec AFP, 24/11/2021.

<sup>57</sup> La rédaction, « Éthiopie : au Tigré, des centaines de femmes victimes de viol et d'esclavage sexuel selon Amnesty International », V5Monde, 11/07/2021.

<sup>58</sup> La rédaction, « Guerre au Yémen : un drame humanitaire à huis clos », France 24, 27/01/2021.

L'organisation évaluait à 11 000<sup>59</sup> le nombre d'enfants tués, mutilés ou blessés entre mars 2015 et le 30 septembre 2022. Il ne faut pas oublier que de nombreux enfants sont recrutés par les camps rivaux pour participer activement à la guerre. C'est 3904 garçons et 91<sup>60</sup> filles qui ont été mobilisés pour prendre part aux combats ou surveiller des lieux. De plus, 445 garçons sont ou ont été détenus et 152<sup>61</sup> enfants ont été enlevés dans ce cadre temporel. L'Unicef met en garde sur le fait que ces chiffres ne prennent en compte que les cas vérifiés par l'agence onusienne.

Les bombardements incessants dénoncés par la communauté internationale ont entraîné des dommages considérables aux infrastructures du pays, notamment aux écoles, aux hôpitaux et aux installations d'approvisionnement en eau et en électricité. Ainsi, toujours selon l'ONU, le Yémen subit la pire crise humanitaire au monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Depuis le commencement de la guerre des millions de personnes sont touchées par la famine, la maladie et la pauvreté. Selon les estimations des Nations unies, plus de 24 millions de personnes, soit près de 80 % de la population yéménite, ont besoin d'une assistance humanitaire pour survivre. Cette évaluation est basée sur le nombre de personnes nécessitant une assistance ainsi que la magnitude des besoins<sup>62</sup>.

En raison de la destruction des services fournissant de l'eau potable, le pays souffre depuis plusieurs années d'une violente épidémie de choléra<sup>63</sup>, alors même que 50% des centres de soin ont été détruits<sup>64</sup>. Lors de son documentaire, François-Xavier Trégan estimait à un million le nombre de citoyens infectés par le choléra<sup>65</sup>. Du fait de la destruction de toutes les constructions de distribution d'eau, les citoyens ne peuvent pas rincer leur nourriture et ne peuvent pas boire d'eau potable non plus. Prenons le cas de la ville d'Aden développée dans *Yémen, le chaos et le silence*<sup>66</sup>. Des tirs de roquettes ont touché les constructions pour la distribution d'eau par conséquent, l'eau distribuée est en permanence insalubre. Pour continuer, dans cette même ville, même si la guerre est « en sommeil », les conflits sont tout de même bien présents sur le territoire national. Ils se jouent par procuration dans les

---

<sup>59</sup> La rédaction, « Au Yémen, plus de 11.000 enfants tués ou blessés depuis 2015, selon l'UNICEF », Organisation des Nations Unies.

<sup>60</sup> Ibid.

<sup>61</sup> Ibid.

<sup>62</sup> La rédaction, « Guerre au Yémen : un drame humanitaire à huis clos », France 24, 27/01/2021.

<sup>63</sup> Trégan François-Xavier, « Yémen, le chaos et le silence », ARTE, 2018.

<sup>64</sup> La rédaction, « Guerre au Yémen : un drame humanitaire à huis clos », France 24, 27/01/2021.

<sup>65</sup> Trégan François-Xavier, « Yémen, le chaos et le silence », ARTE, 2018.

<sup>66</sup> Ibid.

dispensaires et dans les hôpitaux. Bien que la ligne de front soit à plusieurs centaines de kilomètres plus au Nord, la destruction des infrastructures sanitaires impose aux blessés de se faire soigner dans la ville. Cette ligne de front est toujours active et est proche d'Aden.

Le risque de famine apparaît également comme majeur dans le pays. Seize millions de yéménites sont ainsi concernés par l'insécurité alimentaire<sup>67</sup> poussant certaines personnes à se nourrir des déchets trouvés dans la rue<sup>68</sup>. La nation souffre donc d'une large dépendance humanitaire, n'ayant pas la capacité de répondre lui-même aux besoins de ses habitants. L'ONU avait d'ailleurs organisé une grande collecte de fonds humanitaires à destination du Yémen. Celle-ci n'a permis de récolter que la moitié du budget escompté<sup>69</sup>. De plus, cette situation apparaît comme s'empirant étant donné que 80% des denrées alimentaires du pays sont exportées<sup>70</sup>. La guerre en Ukraine a par ailleurs fait doubler les prix dans le pays, en particulier celui du blé ce qui complique d'autant plus la situation alimentaire extrêmement critique<sup>71</sup>.

En outre, on constate dans un premier temps que les origines de la crise sont le résultat de fortes contestations. Cela a conduit à un clivage entre les forces gouvernementales et les rebelles. Avant les contestations, l'un des points de départ de cette crise est la volonté de mettre en place une transition démocratique. Cela s'est traduit par la destitution du président Ali Abdallah Saleh après plus de trente ans à la tête du pays et la mise au pouvoir d'Abdrabbo Mansour Hadi. Cependant, on constate que cette transition a échoué comme en témoigne la guerre civile qui mine le pays. Nous pouvons voir derrière cet échec l'idée d'« electoral fallacy » développée par Terry Lynn Karl<sup>72</sup>. Ce terme, aussi qualifié de « tromperies électorales »<sup>73</sup>, recouvre la question des règles qui sont instituées lors de ces transitions tout en se demandant si elles représentent réellement une société plurielle ou non. Nous pouvons voir que dans le cas du Yémen, les populations dénoncent justement le fait que les dirigeants politiques ne prennent pas en compte la représentation des intérêts pluriels

---

<sup>67</sup> Micheletti Pierre, « Au Yémen, une génération se meurt de faim », Action contre la faim, 24/03/2021

<sup>68</sup> Trégan François-Xavier, « Yémen, le chaos et le silence », ARTE, 2018.

<sup>69</sup> Rapport des Nations Unis, *Yémen : l'ONU alerte d'une situation épouvantable, de plus en plus désastreuse et désespérée*, 11/10/2021.

<sup>70</sup> La rédaction, « Guerre au Yémen : un drame humanitaire à huis clos », France 24, 27/01/2021.

<sup>71</sup> Kasapoglu Cagil, « Guerre au Yémen : Comment le conflit ukrainien aggrave une autre grande crise humanitaire », BBC News, 18/03/2022.

<sup>72</sup> Garibay David, « La démocratie prescrite par les autres : l'Amérique centrale ou les élections à tout prix », Critique internationale, 2004 pages 125 à 137.

<sup>73</sup> Ibid.

de la société puisque Abdrabbo Mansour Hadi est accusé de raviver les divisions entre le Nord et le Sud.

Dans la continuité de cela, le conflit au Yémen a des conséquences importantes sur la stabilité de la région. En effet, la guerre a créé un vide politique et sécuritaire dans le pays, favorisant la montée en puissance de groupes extrémistes. En effet, est notamment implanté Daech au Sud du pays et Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA). La stratégie de ce dernier groupement est très particulière en ce qu'elle est axée sur le soutien des tribus locales et de la population<sup>74</sup>. Cela permet à cette organisation terroriste d'étendre son pouvoir et ses ressources faisant du Yémen un des pays qui participe à la « formation » des terroristes<sup>75</sup>. De plus, les attaques de missiles houthis contre l'Arabie Saoudite ont augmenté les tensions dans la région et risquent de déstabiliser davantage les pays voisins du Yémen. Peut être encore plus qu'ailleurs au Yémen, les habitants de Taëz subissent l'occupation des membres de l'Etat Islamique. En effet, Al-Qaïda et les militants salafistes dominent la ville. Pour l'instant, ils jouent la carte de l'unité. Cependant, François-Xavier Trégan<sup>76</sup> alerte sur le fait que Taëz pourrait basculer dans la lutte des clans si ces derniers décidaient de se faire la guerre entre eux. Cela est d'autant plus envisageable que sa localisation géographique est particulièrement stratégique puisqu'elle permet de se garantir un accès aussi bien vers le Nord que le Sud du pays.

Enfin, la plupart des citoyens yéménites vivent en exil. La question des réfugiés est extrêmement importante, on parle en ce sens « d'exode massif »<sup>77</sup> avec plus de quatre millions de déplacés internes<sup>78</sup>. Pourtant, certains yéménites ont abandonné face à la violence des frappes aériennes. La plupart des habitants de Sanaa ne pense même plus à fuir la ville et se contentent de les subir<sup>79</sup>. Aux affrontements s'ajoutent les divisions entre les citoyens illustrée par des manifestations organisées à Sanaa et Aden un an après le début des hostilités.

Pour tenter de mettre fin à cette guerre qui dure depuis plus d'une décennie, les organismes internationaux ont tenté d'établir une communication entre les deux parties.

---

<sup>74</sup> Lenfant Alexandre et Murgia Battiste: « *Yémen : un conflit ignoré* », UE Géopolitique, 2018.

<sup>75</sup> Ibid.

<sup>76</sup> Trégan François-Xavier, « Yémen, le chaos et le silence », ARTE, 2018.

<sup>77</sup> La rédaction, « Guerre au Yémen : un drame humanitaire à huis clos », France 24, 27/01/2021.

<sup>78</sup> Rapport *Urgence Yémen*, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 2022

<sup>79</sup> Trégan François-Xavier, « Yémen, le chaos et le silence », ARTE, 2018.

### III. Les tentatives de règlement du conflit

Le Yémen est donc bien l'épicentre de la rivalité irano-saoudienne même si ce bras de faire se manifeste à plusieurs niveaux. En raison des conséquences effroyables du conflit, en particulier sur les civils, plusieurs entités ont tenté de mettre en place des discussions entre les parties. Néanmoins, de nombreux points viennent entraver ce processus et l'avenir de cette guerre est flou.

#### A. Les difficultés pour parvenir à un accord de paix

Depuis le début du conflit au Yémen, plusieurs initiatives de médiation ont été lancées pour tenter de résoudre le conflit et parvenir à une solution pacifique durable. Celles-ci viennent d'organisations internationales diverses mais pas seulement.

Une première tentative a débuté en avril 2015 et c'est le CCG qui en est à l'origine. Il convient de rappeler que l'Arabie Saoudite en fait partie et que le Yémen est candidat à son adhésion depuis 2006. Le conseil avait proposé un plan de règlement du conflit yéménite. Ce dernier prévoyait un cessez-le-feu, le retrait des houthistes des zones qu'ils avaient capturées et la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Cependant, il n'a pas été accepté par les houthistes et s'est donc soldé par un échec.

L'ONU a été un acteur important dans la volonté de mettre fin au conflit. En effet, elle a été à l'origine de plusieurs démarches de médiation.

Pour commencer, en 2016, les pourparlers de paix de Koweït avaient rassemblé les différentes parties impliquées. Néanmoins elles ont échoué à trouver un consensus total en raison de désaccords majeurs sur les questions clés telles que le partage du pouvoir et la sécurisation de la région. De plus, ils avaient été interrompus à plusieurs reprises en raison de violations de l'accord de cessez-le-feu. Pourtant les négociations ont finalement abouti à une entente en avril 2016 mais celle-ci a été de courte durée puisque les combats ont repris peu de temps après.

Pour continuer, en décembre 2018, les parties en conflit se sont réunies en Suède pour des discussions de paix. Elles ont abouti à un accord qui comprenait un cessez-le-feu dans la ville portuaire de Hodeïda, l'échange de prisonniers et des mesures humanitaires. Cependant, les progrès ultérieurs ont été lents et les violences se sont poursuivies dans d'autres régions du pays. Ces accords se sont donc de nouveau soldés par un échec majeur pour l'organisation.

Malgré tout, depuis le processus de paix de Stockholm, les Nations unies ont continué de faire pression pour la reprise des négociations politiques entre les différents camps. Plusieurs réunions ont eu lieu, notamment en Suède en 2019 et en Suisse en 2020. Cependant, les divergences persistent et aucun accord politique global n'a encore été conclu.

En outre, certains pays ont tenté de jouer un rôle de médiateur dans le conflit en se détachant du cadre organisationnel.

Le premier est le Qatar qui avait joué les intermédiaires avant même le début officiel de la guerre, dès 2007, et avait par ce biais obtenu un cessez-le-feu. Néanmoins, l'ancien président Ali Abdallah Saleh s'était par la suite retiré de cet accord estimant qu'il ne fallait pas discuter sur un pied d'égalité avec la rébellion au risque de la renforcer « en lui laissant croire qu'elle était l'égale d'un État »<sup>80</sup>. Fin 2009, l'Arabie Saoudite entra au Yémen et le président de l'époque en profita pour faire pression sur les houthis. A cette occasion il imposait une trêve et demandait à l'opposition le respect de plusieurs points : « l'abandon des armes prises aux militaires, la réouverture des routes, l'abandon des positions dans les montagnes, la libération des prisonniers civils et militaires, yéménites ou saoudiens, l'abandon des bâtiments officiels et la promesse de ne pas attaquer l'Arabie saoudite »<sup>81</sup>. Ceux-ci n'ont pas été respectés et les violences ont repris avec encore plus d'intensité par la suite.

En second, le sultanat d'Oman a lui aussi organisé des négociations informelles entre les houthis et les représentants du gouvernement yéménite. Le pays a des liens historiques avec le Yémen et est de ce fait perçu comme un acteur neutre et crédible par les différentes parties impliquées dans le conflit. Pour autant, cela n'a pas conduit à des évolutions concrètes sur

---

<sup>80</sup> Pellegrin Clément, « Comment s'est construite la « rébellion houthiste » au Yémen ? », Les clés du Moyen-Orient, 01/03/2018.

<sup>81</sup> La rédaction, « Comprendre les origines de la guerre au Yémen », Le Monde, 17/04/2015.

le territoire yéménite. Néanmoins, il semblerait que le sultanat tente de nouveau de trouver une porte de sortie mais aucun accord concret n'a été conclu jusqu'ici

L'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis ont également proposé une initiative de paix en 2019, appelée l'Accord de Riyad<sup>82</sup>. Il proposait une série de mesures pour mettre fin au conflit notamment un cessez-le-feu immédiat, la formation d'un gouvernement de coalition et demandait à ce que les houthis remettent l'armement lourd qu'ils possédaient aux mains du gouvernement. Cependant, les rebelles l'ont rejeté, le considérant comme un diktat imposé par l'Arabie Saoudite.

Ainsi, malgré les différentes initiatives de médiation lancées depuis le début du conflit au Yémen, les camps impliqués ont jusqu'à présent échoué à parvenir à un accord de paix durable. Les raisons de cet échec sont multiples et complexes, mais peuvent être résumées en plusieurs points clés.

Tout d'abord, les parties présentes ont des positions divergentes sur des questions majeures. Le gouvernement yéménite et ses alliés régionaux, en particulier l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont exigé le retrait des Houthis des zones qu'ils ont occupées et le retour à une administration yéménite légitime. Les Houthis, pour leur part, ont demandé une participation équitable au gouvernement et la fin de l'embargo imposé par l'Arabie saoudite. D'autres camps impliqués ont rendu difficile l'identification d'une solution politique durable. Les différents groupes armés, milices et forces étrangères présentes sur le terrain ont des intérêts contradictoires, ce qui complique de nouveau les négociations et les efforts de médiation.

De plus, les relations entre les différents acteurs des affrontements sont marquées par une méfiance totale entre les deux acteurs principaux : Riyad et Téhéran. La rupture de leurs relations diplomatiques en 2016 illustre ce point. De plus, les Houthis ont intensifié leurs attaques contre l'Arabie saoudite, notamment en utilisant des drones et des missiles balistiques, ce qui a exacerbé les tensions entre les deux rivaux régionaux.

Enfin, l'absence de soutien clair de la communauté internationale a également entravé les efforts de paix. Les États-Unis, un acteur clé dans la région, ont fourni un soutien militaire

---

<sup>82</sup> *Accord de Riyad*, Ambassade du royaume d'Arabie Saoudite, 12/2019.

crucial à l'Arabie saoudite, mais ont tardé à s'engager dans les efforts de médiation. Les autres acteurs régionaux, tels que l'Iran et la Turquie, ont également poursuivi leurs propres intérêts dans le conflit, rendant difficile la coordination entre les différentes parties impliquées. Pour autant, François-Xavier Trégan souligne également les bienfaits engendrés par l'investissement de la communauté internationale. En effet, l'une de ses principales réussites est la « Loi sur l'eau »<sup>83</sup>, un programme de réformes institutionnelles et techniques autour de l'accès à l'eau dans le pays. L'eau est en effet devenue le premier secteur de coopération au Yémen et des acteurs tels que la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Allemagne ou encore le Japon sont des donateurs engagés dans le projet<sup>84</sup>.

Les difficultés à parvenir à un accord de paix durable résultent donc de nombreux facteurs. Les intérêts en jeu des deux puissances régionales semblent bloquer le processus. Dans une première partie nous avons abordé l'importance stratégique du Yémen. Toutefois d'autres facteurs semblent être primordiale pour Riyad et Téhéran.

## B. Les autres enjeux

En plus d'un intérêt stratégique clair développé en amont et de la projection de la rivalité régionale entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, d'autres enjeux se jouent au Yémen entre les deux puissances.

Ainsi, le conflit au Yémen est également alimenté par des enjeux économiques. Les deux nations cherchent à maintenir leur influence économique dans la région, ce qui explique leur implication dans le conflit.

Outre les opportunités que représente le pays dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie légère ou même des services, la localisation du Yémen est primordiale pour le commerce maritime des deux pays. Comme nous l'expliquions plus avant sa proximité avec le détroit du Bab-el-Mandeb renforce l'intérêt du pays. Celui-ci permet de relier directement la mer

---

<sup>83</sup> Pelat Frederic, « L'État yéménite et la communauté internationale face à la crise de l'eau », Yémen. le tournant révolutionnaire, Karthala, 2012, pages 229 à 233.

<sup>84</sup> Ibid.

Rouge et le golfe d'Aden situé sur la côte sud du Yémen. C'est une des voies maritimes la plus active au monde avec 21000 navires de commerce qui y passe chaque année et qui transportent un quart des produits consommés dans le monde<sup>85</sup>. Laurent Amelot et Caroline Gardet ont estimé à 10% la part du transit de commerce internationale passant par ce trajet. Ainsi, en contrôlant le Yémen, l'Iran et l'Arabie Saoudite élargiraient leur marché d'exportation et par ce biais acquerraient de nouvelles relations commerciales. D'autant plus que le détroit est particulièrement utilisé pour le transport de barils de pétrole. Les deux écrivains évaluent à plus de trois millions le nombre de barils de pétrole circulant dans les eaux territoriales yéménites sachant que deux tiers des réserves mondiales de pétrole se concentrent dans le sous-sol de quelques pays du Moyen-Orient, tous membres de l'OPEP. C'est pourquoi, le Yémen est particulièrement pertinent en ce qui concerne le domaine énergétique.

Par ailleurs, il possède des réserves pétrolières encore inexploitées et permettrait donc aux deux rivaux de renforcer leur position sur le marché pétrolier régional. D'autant plus que le mouvement d'autonomie qui se développe dans le centre-est, lieu de concentration des richesses énergétiques, force Téhéran à y être encore plus présent. A noter que l'Iran détient sur son territoire 10%<sup>86</sup> des réserves de pétroles mondiales faisant de lui la quatrième nation avec la plus importante réserve de pétrole après l'Arabie Saoudite, le Venezuela ainsi que le Canada. Or, 80%<sup>87</sup> des réserves du pays ont été découvertes avant 1965 et ont été en partie exploitées. Les nouveaux gisements sont spécialement compliqués à utiliser et demandent la mobilisation de technologies de pointe. L'Iran jouit également de ressources gazières prépondérantes (17%<sup>88</sup> des réserves mondiales) mais ses exportations ont été touchées par les sanctions internationales empêchant les nouveaux projets d'exploitation d'aboutir. Ainsi, l'Iran présente un solde exportateur marginal les exportations vers la Turquie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan étant compensées par les importations en provenance du Turkménistan.

De plus, le conflit s'inscrit dans un contexte où les revenus saoudiens liés au pétrole ont énormément chutés. En 2016, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner mettaient en exergue un déficit record de 98 milliards de dollars soit 15% du Produit Intérieur Brut (PIB)

---

<sup>85</sup> Amelot Laurent et Gardet Caroline : « La péninsule Arabique dans la « stratégie Sud » de l'Iran : l'enjeu yéménite », Outre-Terre, 2011/2 n°28, pages 447 à 46.

<sup>86</sup> Ibid.

<sup>87</sup> Ibid.

<sup>88</sup> Ibid.

saoudien de 2015<sup>89</sup>. Par ailleurs, en septembre 2019, les houthis avaient mené des attaques de drones sur deux sites de la compagnie pétrolière nationale saoudienne Saudi Aramco, ce qui avait entraîné la réduction de la production de pétrole dans le pays de moitié selon le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdulaziz ben Salmane<sup>90</sup>. De ce fait la monarchie avait mis en place un politique d'austérité. C'est pourquoi, le pays a décidé de réduire ses exportations dans le but de faire augmenter les prix des barils atteignant ainsi leurs plus bas niveaux depuis trente mois en octobre dernier. La Direction Générale du Trésor expliquait dans sa brève économique qu' « En octobre, les exportations de brut du pays ont augmenté de 52 000 barils par jour (kb/j) pour atteindre 7,77 millions de barils par jour (mb/j), un record sur 30 mois, tandis que la production a diminué de 84 000 pour atteindre 10,646 millions de bpj. La production mondiale de brut a diminué de 228 kb/j en octobre, en raison de pertes en Russie, en Arabie saoudite et aux États-Unis. »<sup>91</sup>. Pour toutes ces raisons, l'importance de maintenir la sécurité régionale ainsi qu'une stabilité complète est primordiale pour l'exportation pétrolière notamment pour celles à destination de la Chine très demandeuse des hydrocarbures de la région.

C'est pourquoi, les enjeux économiques que cristallise le Yémen sont intrinsèquement liés à la dimension sécuritaire et militaire régionale. Outre la volonté de sécuriser la région, et sa frontière commune en ce qui concerne l'Arabie Saoudite, pour empêcher le développement des organisations terroristes, d'autres enjeux militaires se jouent au Yémen.

Il convient tout d'abord de revenir sur le contexte dans lequel s'inscrivent les affrontements. Rappelons que l'Iran est soupçonné de développer l'arme nucléaire malgré ce qu'elle affirme publiquement. En juillet 2015, à Genève, le pays avait signé l'accord nucléaire du « 5+1 » qui stipule la « limitation du programme nucléaire iranien pendant au moins une décennie, une levée des sanctions internationales contre l'Iran et un renforcement des contrôles. »<sup>92</sup>. Malgré celui-ci, les pays du golfe craignent que Téhéran se dote de l'arme nucléaire dans les années à venir. Ainsi, le fait de contrer l'influence iranienne au Yémen est primordial pour

---

<sup>89</sup> *Iran/ Arabie Saoudite : une guerre froide*, Confluence méditerranée, L'harmattan, 2016/2 (n°97), 210 pages.

<sup>90</sup> Cavaliere Victoria et Deferios John, « Des frappes coordonnées assomment la moitié de la capacité pétrolière saoudienne, plus de 5 millions de barils par jour », CNN Business, 15/09/2019.

<sup>91</sup> Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, « La Coupe et le Bisht - Brèves économiques de la Péninsule arabe - 16 décembre au 23 décembre 2022 », DG Trésor, 23/12/2022.

<sup>92</sup> Baruch Jérémie, Breteau Pierre, Damgé Mathilde et Vaudano Maxime, « Comprendre l'accord sur le nucléaire iranien en 7 questions », 14/07/2015.

l'Arabie Saoudite puisque cela permet de rassurer ses alliés. C'est dans ce cadre qu'a démarré les différentes opérations de la coalition.

Le Yémen est d'autant plus stratégique d'un point de vue militaire pour sa proximité avec le détroit du Bab-el-Mandeb développé plus en amont.

C'est pourquoi, l'Iran a multiplié sa présence maritime et terrestre dans la région. Plusieurs unités des gardiens de la révolution et la force al-Qods avaient par exemple été stationnées dans le golfe d'Aden. Cela permettait à l'Iran d'acheminer des armes et mettre pression sur ses adversaires régionaux puisque la nation avait par ce biais la capacité d'atteindre Israël ainsi que d'autres pays sunnites alliés de l'Arabie Saoudite. Cela s'inscrivait dans la stratégie iranienne d'encerclement de la péninsule arabique expliquée dans la première partie. D'autant plus que l'Iran est également proche du détroit d'Ormuz. Ainsi, par sa présence au Yémen, Téhéran peut faire pression à la fois sur le détroit du Bab-el-Mandeb mais également sur celui d'Ormuz dont la perturbation même épisodique aurait des répercussions majeures sur le commerce internationale. Cela avait été confirmé par le rapprochement de l'Iran vis-à-vis de l'Erythrée ainsi que du Soudan, à l'époque ancien allié saoudien. Téhéran avait même collaboré avec le Yémen dans le but de sécuriser la côte somalienne en proie à la piraterie. Comme preuve de l'importance stratégique de cette surface maritime la présence américaine y est accrue au travers, notamment, d'une task force otanienne.

De son côté, l'Arabie Saoudite annonçait en 2016 l'installation d'une base militaire à Djibouti participant à sa politique d'affirmation régionale mais pas seulement. En effet, non seulement la puissance se place à cette occasion parmi les pays possédant une base dans le pays, au côté de la France, des Etats-Unis et de la Chine mais sécurise également la zone. En plus, des îles Farasān plus au nord du détroit, Riyad confirme son omniprésence dans la région lui permettant probablement de faciliter l'atterrissage de ses avions mais aussi le ravitaillement de sa flotte et de son aviation. Dans la continuité de cela le pays a rétabli sa relation avec le Soudan au détriment de l'Iran le 4 janvier 2016<sup>93</sup>. En plus de rompre ses relations diplomatiques avec Téhéran, le Soudan avait envoyé des combattants au Yémen.

---

<sup>93</sup> *Iran/ Arabie Saoudite : une guerre froide*, Confluence méditerranée, L'harmattan, 2016/2 (n°97), 210 pages.

Ainsi, le Yémen recouvre des enjeux économiques et militaires particulièrement importants pour les deux rivaux. Malgré le fait que des puissances occidentales protègent également leurs intérêts dans la région, c'est bien les deux pays qui détiennent entre leurs mains l'avenir du Yémen.

### C. Des perspectives d'avenir intrinsèquement liées à une entente irano-saoudienne

Malgré les différentes initiatives de médiation pour trouver une solution politique au conflit, la situation au Yémen demeure précaire et les perspectives de paix sont incertaines. Les acteurs du conflit semblent enracinés dans leur position et continuent de poursuivre leurs objectifs politique et stratégique, renforçant ainsi leur engagement sur le terrain. Les houthis, cherchent à consolider leur emprise sur les régions du nord et de l'ouest, tandis que le gouvernement yéménite, tente de reprendre le contrôle des territoires perdus.

Comme nous le notifions en amont, les différentes négociations et accords de cessez-le-feu signés depuis le début du conflit n'ont pas permis de parvenir à une solution politique durable. La situation humanitaire que nous avons abordé dans la deuxième partie continue de se détériorer avec des pertes humaines, des destructions de biens et d'infrastructures ainsi qu'une situation de famine et de malnutrition qui touche de nombreux Yéménites.

Dans ce contexte, les perspectives d'avenir du conflit sont peu claires. Pour sortir de cette impasse, une solution politique inclusive doit être trouvée dans l'objectif de garantir la sécurité et la stabilité du pays pour la population yéménite. La condition sine qua non pour y parvenir repose sur un apaisement entre les deux acteurs principaux : l'Iran et l'Arabie Saoudite. Cependant, il est légitime de s'interroger sur le fait que les deux puissances régionales aspirent à cela puisqu'une entente pourrait avoir des conséquences négatives sur ces dernières engagées depuis un temps long dans le conflit. Nous pouvons par exemple nous demander si les populations de ces pays ne se révolteraient pas contre leurs gouvernements respectifs qui a conduit leur pays dans une insurrection qui n'aura finalement pas porté ses fruits et entraîné des coûts humains, économiques, diplomatiques et humanitaires majeurs. Cela est d'autant plus pertinent quand nous mettons cela en lien avec la situation actuelle en Iran où se déroulent des soulèvements populaires massifs. Il est également possible de

s'interroger sur une potentielle perte d'influence politique et religieuse si les deux pays venaient à mettre fin aux affrontements.

Ainsi, la fin de la guerre au Yémen est presque exclusivement entre les mains de Riyad et Téhéran et nous allons nous intéresser à la manière de sortir de cette crise humanitaire et de rétablir une situation pacifique dans le pays qui s'inscrit dans les dynamiques récentes.

Tout d'abord, la communauté internationale a intensifié ses efforts pour mettre fin à la guerre. Les Nations unies ont nommé un nouvel envoyé spécial, Hans Grundberg un diplomate suédois, pour diriger les efforts de médiation. Les États-Unis ont également annoncé qu'ils mettraient fin à leur soutien militaire envers la coalition saoudienne. Dans le même temps la Russie, alliée de Téhéran est occupée en Ukraine. Pour avancer dans ce sens, il serait nécessaire qu'un des pays annonce son retrait pour envoyer un signal positif à son rival. Cela sans pour autant se désengager totalement puisque l'Arabie Saoudite par exemple fourni une aide au développement et à la reconstruction du pays.

De plus, durant le mois de mars nous avons assisté à un rapprochement diplomatique au travers d'un accord de dégel des relations bilatérales signé à Pékin<sup>94</sup> entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Il a été encensé par les deux camps présents sur le front : selon les décideurs yéménites, cela entrainera « l'ouverture d'une nouvelle ère dans les relations régionales, et mettra fin à l'ingérence de l'Iran dans les affaires yéménites »<sup>95</sup>. Le porte-parole Houthis Mohamed Abdel Salam souligne quant à lui la nécessité pour la région « d'un retour à une normalisation des relations »<sup>96</sup>. Après sept ans sans relations diplomatiques, la libération d'ambassadeurs saoudiens et iraniens a eu des conséquences positives sur le terrain comme le souligne Riadh Sidaoui, directeur du Centre arabe de recherches et d'analyses politiques et sociales. Il ajoute qu'il est légitime de s'attendre à ce que « les Saoudiens fassent pression sur le gouvernement yéménite et les Iraniens sur les Houthis »<sup>97</sup> d'autant plus que MBS pourrait vouloir en finir avec cette guerre dans l'objectif de débiter dans le meilleur contexte possible son plan « Vision 2030 ». Preuve de la mainmise de Riyad et de Téhéran sur le

---

<sup>94</sup> La rédaction, « Accord Téhéran-Riyad : un coup d'éclat retentissant pour la Chine », RFI, 11/03/2023.

<sup>95</sup> Daou Marc, « Le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, une première étape pour la paix au Yémen ? », France 24, 15/03/2023.

<sup>96</sup> Ibid.

<sup>97</sup> La rédaction, « Dernier jour d'un vaste échange de prisonniers au Yémen entre les rebelles houthistes et le pouvoir », Le Monde avec AFP, 16/04/2023.

conflit, le rétablissement d'une relation diplomatique entre les deux nations a été suivi par des pourparlers entre le gouvernement yéménite et les rebelles. En effet, le samedi 11 mars des discussions supervisées par la Croix-Rouge ont débuté à Genève concernant des échanges de prisonnier. Celles-ci ont conduit à la libération de 869 personnes avec notamment celle de l'ancien ministre de la défense yéménite, le frère de l'ex président Abdrabbo Mansour Hadi ainsi qu'une femme : Samira March. Par ailleurs, le ministère des affaires étrangères saoudien avait affirmé vouloir continuer dans ce sens dans l'objectif d'obtenir un cessez-le-feu durable voir même un accord de paix.

Pour autant, rien n'est fait et plusieurs événements qui ont suivi ces étapes assombrissent l'avenir du pays.

En effet, une méfiance réelle subsiste entre Riyad et Téhéran et il faut la dépasser pour parvenir à cet accord de paix tant convoité. Nous mettions en exergue la peur de l'Arabie Saoudite pour sa sécurité nationale et c'est un deuxième point primordial pour avancer dans le sens d'une paix durable. Le ministre saoudien des Affaires étrangères avait d'ailleurs déclaré en janvier 2016, que l'Iran devait « au préalable changer sa politique et traiter avec ses voisins selon les principes du bon voisinage et s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays »<sup>98</sup> faisant écho à la présence iranienne au Yémen mais aussi en Syrie, en Irak, au Bahreïn, au Liban et au Koweït. Le Monde indiquait d'ailleurs en 2015<sup>99</sup> que Riyad n'avait pas un plan clair pour entamer un processus de paix et mettre fin à son intervention militaire. Saad Abdullah al-Hamid ajoute que si « Riyad est parvenu à un accord, cela signifie que les Saoudiens ont trouvé un moyen de s'extraire du Yémen ou un moyen de garantir leur sécurité »<sup>100</sup>.

Pour continuer, l'ancien diplomate iranien Hadi Afkhani<sup>101</sup> mettais en garde et insistais sur le fait que le processus de paix sera particulièrement long et que cette première pierre à l'édifice est insuffisante pour conclure que la guerre au Yémen est terminée. Simon Mabon, docteur en relations internationales, ajoutait que « le conflit au Yémen ne concerne pas seulement l'Arabie saoudite et l'Iran, il s'agit également de griefs locaux, de luttes pour le

---

<sup>98</sup> *Iran/ Arabie Saoudite : une guerre froide*, Confluence méditerranée, L'harmattan, 2016/2 (n°97), 210 pages.

<sup>99</sup> La rédaction, « Comprendre les origines de la guerre au Yémen », Le Monde, 17/04/2015.

<sup>100</sup> Daou Marc, « Le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, une première étape pour la paix au Yémen ? », France 24, 15/03/2023.

<sup>101</sup> Ibid.

contrôle du territoire, de l'accès à la politique, de la vision de l'État. Or ces questions ne peuvent pas être négociées par des élites à Riyad et à Téhéran. C'est pour cela que je suis donc un peu inquiet pour la suite. »<sup>102</sup>. Il va donc falloir également étudier les demandes houthistes et notamment leur plan de régionalisation du pays.

Enfin, les combats ont repris avec plus d'intensité à la fin du mois de mars 2023 avec notamment un attentat orchestré contre un convoi yéménite dans le sud du pays mettant à mal les avancées récentes. Cette attaque au drone visait probablement le gouverneur de Taïz, Nabil Shamsan, et a fait au moins un mort et deux blessés. Plusieurs autres sources faisaient également état de la présence du ministre de la défense Mohsen al Daari ainsi que le chef d'état-major de l'armée Sagheer bin Aziz. Cette attaque a été condamnée par les Etats-Unis et la France et survient alors que les décideurs yéménites s'étaient rendus à une réunion avec une délégation saoudienne. Selon le gouvernement du Yémen elle a été organisée par les Houthis. L'ambassade de France du pays dénonce d'ailleurs une « entrave à tous les efforts de paix »<sup>103</sup>. Tout cela dans le cadre global d'une recrudescence des affrontements avec notamment une autre offensive rebelle dans le même temps contre l'autre camps dans le district de Hareb, dans la province méridionale de Marib. Ce contexte met à mal les perspectives d'une sortie pacifique de la guerre et relativise l'importance des processus de négociations et des échanges de prisonnier que nous évoquions plus avant.

---

<sup>102</sup> Daou Marc, « Le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, une première étape pour la paix au Yémen ? », France 24, 15/03/2023.

<sup>103</sup> Organisation des Nations-Unies, Communiqué de presse : « Yémen : la trêve est nécessaire pour l'aide humanitaire et le règlement politique de la crise, déclare l'Envoyé spécial au Conseil de sécurité », Conseil de sécurité des NU, 15/03/2023.

## Conclusion

Pour conclure, le conflit au Yémen est le résultat d'une bataille d'influence entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, qui s'est intensifiée au fil des années. En effet, le pays s'inscrit dans la continuité stratégique des deux puissances notamment de par son emplacement stratégique. Une lutte religieuse se livre également entre le gardien des lieux saints de l'Islam sunnite et le berceau de l'Islam chiite.

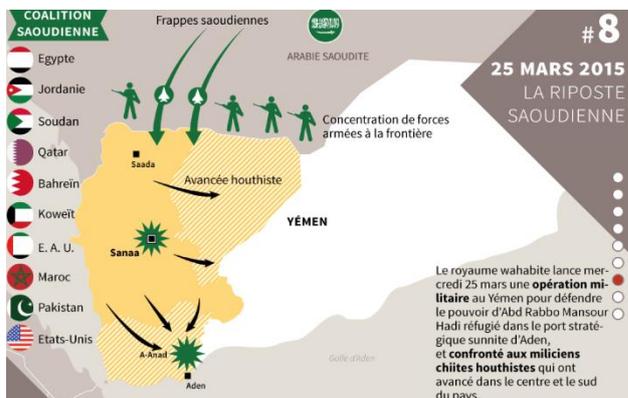
Pourtant, c'est bien la lutte pour la domination régionale qui est le facteur principal de cette guerre. Celle-ci se joue à toutes les échelles et les organisations arabes. C'est pourquoi, malgré les différentes tentatives de règlement et les accords de cessez-le-feu, une solution politique durable n'a pas encore été trouvée. Ainsi, la situation humanitaire continue de se détériorer, avec des pertes humaines, des destructions massives et une crise alimentaire qui touche de nombreux Yéménites. La communauté internationale a engagé des efforts pour mettre fin à la guerre, mais la résolution de ce conflit reste principalement entre les mains de Riyad et Téhéran. Les acteurs impliqués ont des intérêts divergents et les négociations ont souvent échoué. De ce fait, il est essentiel de trouver une solution politique inclusive afin de garantir la paix ainsi que la stabilité nationale et régionale notamment en impliquant davantage la population yéménite dans le processus de paix. En fin de compte, la résolution du conflit dépendra de la volonté politique des acteurs impliqués et de leur capacité à travailler ensemble pour trouver une solution durable. Cela nécessitera des compromis et des sacrifices de toutes les parties, mais cela est essentiel pour mettre fin à la souffrance de la population yéménite et pour assurer la stabilité de la région.

Dans ce devoir, nous avons donc étudié la rivalité irano-saoudienne sous le prisme du Yémen. C'est pourquoi il serait intéressant de voir comment elle se manifeste ou s'est manifesté dans d'autres pays tels que la Syrie ou l'Irak. Cela permettrait d'étudier d'autres enjeux et d'être plus précis dans notre compréhension de cet affrontement à distance. Peut-être que cela nous informera sur la présence d'autres acteurs et sur l'importance de l'implication de trois grandes puissances mondiales : la Chine, les Etats-Unis et la Russie.

## Annexes

### 1- L'opération de la coalition saoudienne :

Crouzot Guillaume, « Arabie saoudite : naissance d'une puissance régionale. », *L'histoire*, mensuel 443, 01/2018.



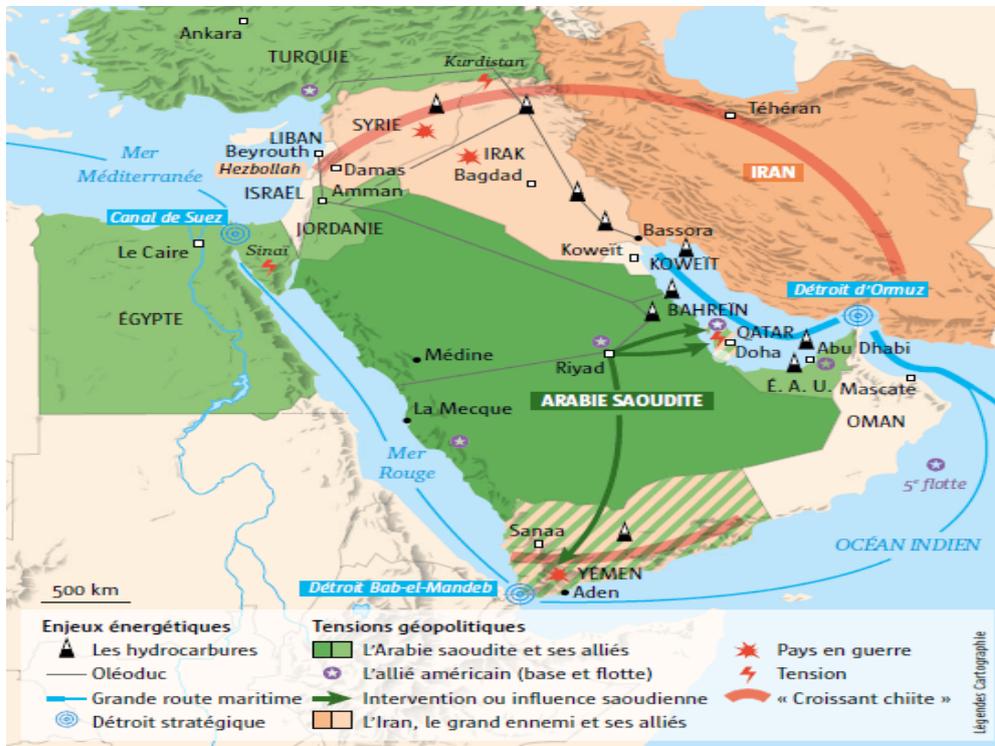
### 2- L'évolution des influences dans la péninsule arabique :

Crouzot Guillaume, « Arabie saoudite : naissance d'une puissance régionale. », *L'histoire*, mensuel 443, 01/2018.



### 3- Les acteurs de la péninsule arabe :

La rédaction, « Comprendre les origines de la guerre au Yémen », Le Monde, 17/04/2015.



## Bibliographie

### Documents officiels

- Conférence de presse de l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis Adel bin Ahmed Al-Jubeir à Washington DC, Site officiel de l'Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite aux Etats-Unis, 25/03/2015.
- Gadille Clotilde, « Yémen : guerre intestine, enjeux régionaux et internationaux » Centre de documentation de l'école militaire, Janvier 2019.
- Hardy-Guilbert Claire et Robin Christian J., « Yémen, une conversion rapide à l'Islam | Yémen, le pays de la reine de Saba' », Culture.gouv.fr.
- Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les droits de l'Homme, « Au Yémen, toutes les parties au conflit se livrent à des violations et les États tiers, s'ils souhaitent y mettre un terme, devraient cesser leurs livraisons d'armes, affirme le Président du Groupe d'éminents experts », 14/09/2021.
- Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, « La Coupe et le Bisht - Brèves économiques de la Péninsule arabique - 16 décembre au 23 décembre 2022 », DG Trésor, 23/12/2022.
- La Suisse pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, « Yémen : la plus grande crise humanitaire au monde » *unrefugees.ch.*, 2022.
- Le Sénat, « Yémen : L'Arabie heureuse en mouvement », Sénat.fr, 03/04/2023.
- Organisation des Nations-Unies, Communiqué de presse : « Yémen : la trêve est nécessaire pour l'aide humanitaire et le règlement politique de la crise, déclare l'Envoyé spécial au Conseil de sécurité », Conseil de sécurité des NU, 15/03/2023.
- Rapport *Urgence Yémen*, Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 2022.
- Rapport des Nations Unis, *Yémen : l'ONU alerte d'une situation épouvantable, de plus en plus désastreuse et désespérée*, 11/10/2021.
- Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU portant notamment sur l'embargo sur les armes et l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, 14/04/2015.

### Accords internationaux

- *Accord de Riyad*, Ambassade du royaume d'Arabie Saoudite, 12/2019.

### Ouvrages

- Bonnefoy Laurent, *Le Yémen, de l'Arabie heureuse à la guerre*, Paris, Fayard/CERI, 2017, 348 pages.
- Bonnenfant Paul, *La péninsule arabique aujourd'hui*, 18/06/2013, CNRS, Tome II.
- Dazi-Heni Fatiha, *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, Tallandier, 2017.
- Finlay David J., Holsti Ole R. et Fagen Richard R.: "Enemies in Politics", *American Political Science Review*, 1968, Vol. 62.
- Egreteau Renaud, *L'analyse de la « rivalité » dans les relations internationales.*, SciencePo, 12/2007.

- Gochman Charles et Maoz Z.: “Military Interstate Disputes, 1816-1976: Procedures, Patterns and Insights.” *Journal of Conflict Resolution*, 1984, 28(4).
- *Iran/ Arabie Saoudite : une guerre froide*, Confluence méditerranée, L’Harmattan, 2016/2 (n°97), 210 pages.
- La rédaction, *Iran- Arabie Saoudite : les meilleurs ennemis*, Les Cahiers de l’Orient, Centre d’étude et de recherche sur le Proche-Orient, 2018/4 (n°132).
- Lenfant Alexandre et Murgia Battiste, *Yémen : un conflit ignoré*, UE Géopolitique, 2018.
- Tétart Franck, *La péninsule arabe*, Armand Colin, 2016, 256 pages.
- Védrine Hubert, *Une vision du monde*, Bouquins la collection, 2022.

### Chapitres de livres et articles de recherche

- Amelot Laurent et Gardet Caroline : « La péninsule Arabique dans la « stratégie Sud » de l’Iran : l’enjeu yéménite », *Outre-Terre*, 2011/2 n°28, pages 447 à 462.
- Amelot Laurent, « Yémen : une guerre saoudienne contre l’Iran », *Outre Terre*, Ghazipur, 2015/3 (n°44), pages 329 à 338.
- Balanche Fabrice, « Moyen-Orient : la nouvelle guerre de Trente Ans », *Outre-Terre*, Vol. 44 (n° 3), 2015, pages 173 à 189.
- Bayramzadeh Kamal, « Le rôle des organisations internationales dans le processus d’intégration régionale : le cas du monde arabe », *Le régionalisme international : regards croisés. Europe, Asie et Maghreb*, 2011, Vol. 11 (N°2).
- Bennet D. Scott: “Security, Bargaining, and the End of Interstate Rivalry.” *International Studies Quarterly*, 1996, 40(2), pages 157 à 184.
- Blin Louis : « L’émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne »,
- Politique Etrangère, *IFRI*, 2016/2 (Eté), pages 49 à 61.
- Bonnefoy Laurent et Abdulsalam al-Rubaidi, « Recompositions islamistes sunnites et polarisation confessionnelle dans le Yémen en guerre », *Critique internationale*, Vol. 78, no. 1, 2018, pp. 85-103.
- Bonnefoy Laurent, « Yémen : Comprendre la guerre », *Etudes*, p. 17-28, février 2018
- Buzan Barry: « The Post-Cold War Asia-Pacific Security Order: Conflict or Cooperation? », *Mack & Ravenhill*, 1995:131.
- Couland Jacques, « Guerre et formes d’identification », *La pensée*, Fondation Gabriel Péri, 2015/4(N°384), pages 33 à 44.
- Crouzot Guillaume, « Arabie saoudite : naissance d’une puissance régionale. », *L’histoire*, 01/2018 mensuel 443.
- Cvach David et Curmi Brigitte : « Sunnites et chiites : fabrique d’un conflit », *Esprit*, Editions Esprit, 2015/10 (Octobre), pages 75 à 91.
- Djalili Mohammad-Reza, « L’Iran dans les crises du Moyen-Orient », *Politique étrangère*, Vol. 2, 2016, pages 37 à 48.
- Dupont Pascal et Thomas Flichy de La Neuville, « L’Arabie saoudite et l’Iran face à la crise du Moyen-Orient », *Revue Défense Nationale*, Vol. 789 (n° 4), 2016, pages 91 à 94.
- El Mawla Saoud, « Le Mouvement Houthite au Yémen : d’une minorité politico-religieuse à une stratégie d’hégémonie », *Maghreb-Machrek*, ESKA, 2018/1 (N° 235), pages 69 à 103.

- Garibay David, « La démocratie prescrite par les autres : l'Amérique centrale ou les élections à tout prix », *Critique internationale*, 2004, pages 125 à 137.
- Josseran Tancrede, Florian Louis et Frédéric Pichon, « 1. Au centre de l'ancien monde : le Moyen-Orient. Contraintes et horizons », *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Du Maroc à l'Iran*, Presses Universitaires de France, 2012, pages 15 à 30.
- Martz Olivier. « Les origines du Conseil de coopération du Golfe, 1979-1981 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, Vol. 43, no. 1, 2016, pp. 113-122.
- Pelat Frederic, « L'État yéménite et la communauté internationale face à la crise de l'eau », *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Karthala, 2012, pages 229 à 233.
- Rigoulet-Roze David. « Le jeu ambigu de Téhéran face à la rébellion chiite au Yémen », *Les Cahiers de l'Orient*, 2008, Vol. 90 no. 2, pages 69 à 82.
- Sez nec Jean-François. « L'Arabie saoudite, l'Iran et Daech : un objectif de trop », *Outre-Terre*, 2015, Vol. 44 no. 3, pages 316 à 320.
- Therme Clément, « La nouvelle « guerre froide » entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, 2014, Vol. 88 (no. 1), pages 113 à 125.

### Articles de périodiques

- Alfoneh Ali, “La nomination de l'ambassadeur Houthi en Iran est une mauvaise nouvelle pour le Yémen”, *The Arab Weekly*, 24/08/2019.
- Baruch Jérémie, Breteau Pierre, Damgé Mathilde et Vaudano Maxime, « Comprendre l'accord sur le nucléaire iranien en 7 questions », 14/07/2015.
- Bernin Pierre, « Les chemins tortueux de la paix au Yémen », *Le Monde diplomatique*, 07/06/2023.
- Fahs Ahmed, « Les pertes saoudiennes au Yémen en chiffres : où est passé l'échec saoudien ? », *Al Mayadeen*, 30/12/2021.
- Goldberg Jeffrey, “The Obama Doctrine”, *The Atlantic*, 04/2016.
- Guyot Claire. « En tant que commandeur des croyants, le roi est le chef spirituel du Maroc. » *La Croix*, 14/06/2017.
- La rédaction, « Arabie saoudite : le guide suprême iranien condamne l'exécution », *Le point*, 03/01/2016.
- La rédaction, « Assassinat de Rafic Hariri : deux hommes jugés coupables en appel », *France 24 avec AFP*, 10/03/2022.
- La rédaction, « Comprendre les origines de la guerre au Yémen », *Le Monde*, 17/04/2015.
- La rédaction, « Crise dans le Golfe : l'Arabie et ses alliés rompent avec le Qatar », *La tribune*, 05/06/2017.
- La rédaction, « En sept ans, la guerre du Yémen aura causé la mort de 377000 personnes, d'ici à la fin de 2021 », *Le Monde avec AFP*, 24/11/2021.
- La rédaction, « L'Arabie saoudite rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran », *Le Monde avec AFP*, 03/01/2016.
- La rédaction, « Qu'est-ce que le Conseil de coopération du Golfe ? » *Le Monde avec AFP*, 05/06/2017.
- La rédaction, « Yémen : les Etats-Unis vont retirer les houthistes de leur liste de groupes terroristes », *Le monde avec AFP*, 06/02/2021.

- Tharoor Ishaan, “Forget what you’re hearing. The civil war in Yemen is not a sectarian conflict”, *Washington Post*, 07/04/2015.
- Vaudano Maxime : « Quelles sont les différences entre sunnites et chiites », *Le monde*, 20/06/2018.

## Reportage

- Trégan François-Xavier : « *Yémen, le chaos et le silence* », ARTE, 2018.

## Sites Internet

- Al Bakiri Nabil, « Sanaa est la quatrième capitale arabe à rejoindre la révolution iranienne », *Middle East Monitor*, 27/09/2014.
- Baquias Jean-Paul, « Qui sont les Houthis du Yémen ? », *Le club de Mediapart*, 29/09/2019.
- Cavaliere Victoria et Defterios John, « Des frappes coordonnées assomment la moitié de la capacité pétrolière saoudienne, plus de 5 millions de barils par jour », *CNN*, 15/09/2019.
- Daou Marc, « Le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, une première étape pour la paix au Yémen ? », *France 24*, 15/03/2023.
- Dye Guillaume « YÉMEN – Géographie, religion, histoire et politique » *The Maghreb and Orient Courier*, 06/2018.
- Kasapoglu Cagil, « Guerre au Yémen : Comment le conflit ukrainien aggrave une autre grande crise humanitaire », *BBC News*, 18/03/2022.
- Larané André, « 2500 ans d’Histoire - De la Perse l’Iran », *Herodote.net*, 19/08/2021.
- La rédaction, « Accord Téhéran-Riyad : un coup d’éclat retentissant pour la Chine », *RFI*, 11/03/2023.
- La rédaction, « Histoire », Site de l’Organisation de la Coopération Islamique.
- La rédaction, « Guerre au Yémen : un drame humanitaire à huis clos », *France 24*, 27/01/2021.
- La rédaction, « Éthiopie : au Tigré, des centaines de femmes victimes de viol et d'esclavage sexuel selon Amnesty International », *V5Monde*, 11/07/2021.
- La rédaction, « La Chine souhaite voir les circonstances de l’assassinat d’al-Mutawakkil élucidées », 04/11/2014.
- La rédaction, « Le Serviteur des deux Saintes Mosquées préside le 14ème Sommet et réaffirme que la question palestinienne constitue la pierre angulaire du travail de l’Organisation de la coopération islamique (OCI) », 01/06/2016.
- La rédaction, « L’OTAN et la République de Djibouti renforcent leur coopération », *Organisation du Traité Atlantique Nord*, 22/04/2015.
- La rédaction, « Yémen. Les combattants Houthis recourent aux arrestations arbitraires, aux disparitions et à la torture contre leurs adversaires », *Amnesty International*, 18/05/2017.
- Micheletti Pierre, « Au Yémen, une génération se meurt de faim », *Action contre la faim*, 24/03/2021.
- Namias David, « Qatar : pourquoi l’émirat est mis au ban des monarchies du Golfe », *BFMTV*, 06/06/2017.

- Pellegrin Clément, « Comment s'est construite la « rébellion houthiste » au Yémen ? », Les clés du Moyen-Orient, 01/03/2018.